

PIVOT



Lauréat
**MEILLEUR
MAGAZINE**
aux Prix du
magazine
canadien : B2B
2022

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2022

rien

que

les faits

Pourquoi il faut, plus que jamais,
discerner le vrai du faux.

+ LES PARIS SPORTIFS : UN COUP DE DÉS / DES CPA AMIS DE LA TERRE / AUX TROUSSES DES BLANCHISSEURS D'ARGENT

Partenaires d'aventure.

Découvrez le SANTA CRUZ et le TUCSON.



Notre tout premier véhicule d'aventure sport, le SANTA CRUZ, et le tout nouveau TUCSON sont vos partenaires d'aventure. Ils sont tous deux dotés d'une technologie intuitive, de caractéristiques de sécurité Hyundai SmartSense^{MC} livrables et d'une polyvalence à toute épreuve. Le SANTA CRUZ offre le confort d'un VUS et la flexibilité d'une caisse ouverte.

Visitez hyundaicpa.ca/fr/ pour plus de détails.



MD/MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à (ou utilisées sous licence par) Hyundai Auto Canada Corp. Images à titre indicatif seulement. Les offres de Hyundai destinées aux CPA ne peuvent pas être transférées ni attribuées à un tiers. Le programme des prix spéciaux CPA s'applique aux membres actifs et valides de CPA Canada, y compris les étudiants. Certaines restrictions s'appliquent. Une commande de véhicule pourrait être requise. Les membres sont invités à visiter www.hyundaicpa.ca pour tous les détails.

CONTENU WEB EXCLUSIF

CPACANADA.CA/ACTUALITES

- Le nouveau médaillé d'or de l'EFC se confie

- Des outils fintech pour transformer vos services

- Le travail hybride est-il possible pour les CPA?



ARTICLES DE FOND

21 | Pour l'amour de la Terre

Des CPA mettent leur passion, leur énergie et leur sens de l'innovation à lutter contre le changement climatique. **PAR LIZA AGRBA**

28 | Courir après l'argent

Le rapport de la Commission Cullen appelle à un renforcement de la réglementation pour prévenir le blanchiment d'argent. Va-t-il assez loin? **PAR JOHN LORINC**

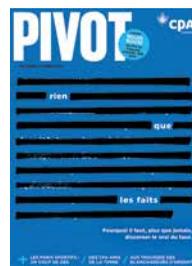
36 | Un pari audacieux

Les sites de jeux d'argent lorgnent du côté des paris sportifs, même si les risques pour les entreprises et les parieurs sont bien réels.

PAR BRYAN BORZYKOWSKI

42 | Vrai ou faux?

Jamais la vérité n'a été plus difficile à trouver. **PAR ALI AMAD**



EN UNE

4 | Mot de la présidente et chef de la direction

EN PRIMEUR

6 | Nourrir la bête

10 | Premières et premiers de classe comptable

14 | Des nouveautés fiscales bien senties

16 | Florilège de fraudes

18 | Pour une information financière plus fiable

EN PRIME

49 | Un canari pour mieux respirer

52 | Apprendre à connaître ses collègues

54 | Des innovations nées de la pandémie

55 | Nos suggestions de série, de livre et de balado

58 | Portrait d'une artiste

EXPRIMEZ-VOUS

Faites-nous parvenir vos commentaires à pivot.lettres@cpacanada.ca. Si votre lettre est retenue, elle pourrait être éditée pour des raisons de clarté ou de longueur.



UNE ACTION CONCERTÉE

Faire front commun est crucial dans la lutte contre le blanchiment d'argent. **PAR PAMELA STEER**

J'adore cette idée selon laquelle il faut tout un village pour élever un enfant. Ce modèle de responsabilité collective pour créer un environnement sûr concorde bien avec la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption.

La progression sur ce front repose sur la mobilisation des parties prenantes, notamment nos partenaires provinciaux, territoriaux et des Bermudes, ainsi que sur la collaboration avec la communauté comptable internationale, car le blanchiment d'argent et la corruption ne connaissent pas de frontières.

Ce fléau mondial mine la confiance du public envers les systèmes qui assurent la cohésion sociale. Or, à défaut d'unir nos efforts dans un but commun, nous allons perdre cette guerre.

Dans son rapport de l'enquête publique sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique, l'ancien juge de la Cour suprême Austin Cullen

met en lumière l'ampleur du problème. Comme son mandat incluait un examen du secteur de la comptabilité, le commissaire Cullen avait accordé le statut de participants à CPA Canada et CPABC, qui attendaient avec grand intérêt la publication de ses constatations.

Le rapport conclut à l'inefficacité du régime fédéral de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et recommande à la Colombie-Britannique de créer un poste de commissaire indépendant chargé de surveiller les mesures provinciales de LBA.

LE BLANCHIMENT D'ARGENT MINE LA CONFIANCE ENVERS LES SYSTÈMES QUI ASSURENT LA COHÉSION SOCIALE.

En parallèle à l'établissement d'une autorité fédérale de réglementation de la LBA, le commissaire recommande à CPABC de réglementer les activités de ses membres aux fins de la LBA. À cela s'ajoute une recommandation liée au projet d'un registre pancanadien des bénéficiaires effectifs du gouvernement fédéral, préconisé depuis longtemps par CPA Canada dans l'intérêt public.

Dans l'ensemble, le rapport de 1 800 pages contient 101 recommandations, dont 13 destinées au secteur de la comptabilité – bien des choses à assimiler pour la profession.

En définitive, la profession ne doit pas baisser la garde dans sa lutte active contre le blanchiment d'argent et la corruption.

Kevin Dancey, chef de la direction de l'International Federation of Accountants et ancien président et chef de la direction de CPA Canada, a bien résumé la situation.

« La corruption et le blanchiment d'argent représentent des entraves majeures au développement durable dans tous les pays, aussi développés soient-ils. Par essence, ce sont des problèmes transfrontaliers. »

À quoi bon éliminer les délits de blanchiment d'argent au Canada, si c'est pour les voir perpétrés ailleurs?

« D'où la nécessité d'un solide écosystème d'acteurs à l'échelle aussi bien nationale qu'internationale pour riposter. La profession et les organismes professionnels comptables forment les piliers de cet écosystème. »

Je suis entièrement d'accord, et la profession comptable canadienne mettra volontiers la main à la pâte.

Les exigences du régime canadien de LBA s'appliquent aux CPA et cabinets qui exercent des activités visées par la loi depuis son entrée en vigueur en 2000. Nous continuons de recommander des améliorations

aux politiques et de renseigner les CPA canadiens sur l'évolution de la réglementation.

De fait, les exigences de conformité à ce régime sont au programme du Congrès L'UNIQUE, qui aura lieu à Vancouver les 12 et 13 septembre 2022.

Il faut vraiment tout un village pour contrer ce fléau. C'est dans la collaboration avec nos partenaires nationaux et internationaux que réside la clé de la victoire contre le blanchiment d'argent et la corruption. Une bataille qui mérite absolument d'être menée. ♦

PIVOT

VOLUME 5 | NUMÉRO 5



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, VERSION ANGLAISE Paul Ferriss

RÉDACTEUR PRINCIPAL Dave Zarum

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, VERSION FRANÇAISE Mathieu de Lajartre

DIRECTEUR ARTISTIQUE Adam Cholewa

DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE Daniel Neuhaus

ÉDITRICE DÉLÉGUÉE Melanie Morassutti

ÉDITRICE, VERSION NUMÉRIQUE Beverley Ann D'Cruz

DIRECTEUR ARTISTIQUE ADJOINT Dan Parsons

ADJOINTES À LA RÉDACTION

Anya Levykh, Asmahan Garrib

RÉVISION Jen Cutts, Perry Jensen

CORRECTRICE D'ÉPREUVES Marie-Annick Thabaud

COLLABORATEURS

Ali Amad, Liza Agrba, Bruce Ball, Marisa Baratta, Brian Bethune, Bryan Borzykowski, Steve Brearton, Rob Csernyik, Catherin Dowling, Lia Grainger, Vanessa Heins, Emily Latimer, John Lorinc, Linda Luong Luck, Stephanie Matas, Kagan McLeod, Vanessa Milne, Alethea Ng, Alana Paterson, Lawrence Pinsky, Chris Powell, Andrew Raven, Reanna Sartoretto, Allison Seto, Aaron Wynia

ÉDITRICE Heather Whyte, MBA, APR, CDMP

ÉDITEUR DÉLÉGUÉ Tobin Lambie

DIRECTEUR DE PROJETS, CONTENU Douglas Dunlop

DIRECTRICE DES VENTES Nicole Mullin

REPRÉSENTANT, VENTES PUBLICITAIRES Ian McPherson

416-364-3333, p. 4059
ian.mcpherson@stjoseph.com

TRADUCTION

Services linguistiques, CPA Canada

DIRECTRICE, SERVICES LINGUISTIQUES Jane Finlayson

CONSEIL CONSULTATIF SUR LA RÉDACTION

PRÉSIDENT :

John Redding, CPA, CMA

MEMBRES :

Maury K. Doney, CPA, CMA
Debra J. Feltham, FCPA, FCGA
Caroline Garon, CPA, CGA, CAFM
Jason R. Kwiatkowski, CPA, CA,
CBV, ASA, CEPA
Ashley Lowe, CPA, CA



St. Joseph Communications contribue à la plantation d'un arbre via GrandTrees pour chaque tonne de papier utilisée pour le numéro de Pivot.

Pivot est publié six fois par an par Comptables professionnels agréés du Canada en collaboration avec St. Joseph Communications. Les opinions exprimées par les auteurs, les rédacteurs et dans les publicités n'engagent pas la responsabilité de CPA Canada. Copyright 2022.

TORONTO
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2
Tél. : 416-977-3222
Téléc. : 416-204-3409

MONTRÉAL
2020, boul. Robert-Bourassa,
19^e étage
Montréal (Québec) H3A 2A5
Tél. : 514-285-5002
Téléc. : 514-285-5695

ABONNEMENT
Tél. : 416-977-0748 ou
1-800-268-3793
pivot.abonnement@cpacanada.ca

INTERNET
cpacanada.ca/pivotmagazine

PUBLICITÉ
publicite.pivotmagazine
@cpacanada.ca

Abonnement supplémentaire (membres) : 32 \$. Candidats : 45 \$. Non-membres : 55 \$. L'exemplaire se vend 5,50 \$. La TPS de 5 % s'applique à tous les abonnements souscrits au Canada. À l'étranger : 89 \$ par année; l'exemplaire se vend 8,90 \$. On peut obtenir des renseignements sur l'abonnement par téléphone au 416-977-0748 ou au 1-800-268-3793, de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi, ou par télécopieur au 416-204-3416. Numéro d'enregistrement de la TPS : B3173 3647 RTO001. Imprimé au Canada : Convention de poste-publications n° 40062437. ISSN 2561-6781. Retourner tout envoi ne pouvant être livré au Canada à l'adresse de Toronto ci-dessus. Pivot est membre de Presse spécialisée du Canada et de Magazines Canada. Tous les manuscrits et autres documents soumis à Pivot deviennent la propriété de Pivot et de Comptables professionnels agréés du Canada, son éditeur. Lorsqu'ils soumettent des textes, les collaborateurs acceptent d'accorder et de céder à l'éditeur tous les droits d'auteur, y compris les droits de réimpression et les droits électroniques, ainsi que tous les droits, titres et intérêts afférents aux textes en question. L'éditeur se réserve le droit d'utiliser ces textes, en partie ou en totalité, dans le cadre des activités du magazine ou dans tout autre cadre qu'il juge approprié. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, stockée dans des systèmes de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans le consentement écrit préalable de Pivot.

STRATEGIC CONTENT LABS

DIRECTEUR GÉNÉRAL James McNab

VICE-PRÉSIDENTE PRINCIPALE, CRÉATION ET CONTENU Maryam Sanati

VICE-PRÉSIDENT PRINCIPAL, INNOVATION DE PRODUITS Duncan Clark

VICE-PRÉSIDENT, RECHERCHE Clarence Poirier

DIRECTION, MARKETING Lenny Hadley, Janet Palmer

DIRECTRICE, PRODUCTION Maria Mendes

CHEF, PRODUCTION Jocelyn Tran

UNE DIVISION DE ST. JOSEPH COMMUNICATIONS
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
Tony Gagliano



Essayez les produits de la Suite Professionnelle DT et Onvio Gestion de cabinet

Une gamme de logiciels d'impôt innovants conçus spécifiquement pour les besoins des professionnels de l'impôt et de la comptabilité.

Tout ce dont vous avez besoin pour optimiser les flux de travail, prendre des décisions plus éclairées, améliorer le service client et obtenir de meilleurs résultats.

► Pour en savoir davantage sur l'essai gratuit, communiquez avec nous au

1 866 653-8629 ou
DT-Sales@thomsonreuters.com

thomsonreuters.ca/fr/essaigratuit



EN PRIMEUR

Les cofondateurs d'Open Farm, Jacqueline Prehogan et Isaac Langleben, en compagnie de leurs chiens, adoptés dans un refuge.



EN IMAGES

L'ÉTHIQUE AU MENU

Une nourriture aussi saine et nutritive que la leur. C'est ce que Jacqueline Prehogan et Isaac Langleben souhaitaient servir à leurs animaux de compagnie. Leur entreprise, lancée pour combler ce créneau inexploité, se taille aujourd'hui une part importante du marché. **PAR STEPHANIE MATAS**

La demande croissante pour une alimentation responsable selon un modèle d'approvisionnement éthique – pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour nos animaux – a incité Jacqueline Prehogan et Isaac Langleben à cofonder Open Farm, une entreprise d'aliments naturels pour animaux.

Naissance de l'entreprise

Il y a une douzaine d'années, Jacqueline Prehogan se retrouve un soir coincée dans la circulation à côté d'un camion transportant des cochons. Elle s'interroge : Quelle est leur provenance? Leur destination? « J'ai voulu comprendre d'où venait la viande et comment les animaux étaient élevés », explique cette amie des bêtes.

Après avoir analysé les méthodes agricoles courantes et la chaîne d'approvisionnement alimentaire, elle s'est mise à la recherche de sources nutritives plus holistiques pour sa famille – « pour nous-mêmes, et pour nos animaux ». Comme elle ne trouvait pas facilement de produits santé pour animaux, elle a créé le concept d'Open Farm.

Les débuts

Entrepreneure diplômée en comptabilité commerciale, Jacqueline Prehogan possédait plusieurs atouts pour transformer cette idée en un projet viable : son bagage de CPA, ses connaissances en finance et l'expérience acquise lors du lancement de Canada Pooch, une marque de vêtements et d'accessoires pour chiens.

« Les finances d'entreprise sont compliquées, surtout au début quand on fait tout soi-même, de la facturation à la tenue des comptes, dit-elle. Ma formation de CPA m'a beaucoup aidée. À mesure que nous prenions



Open Farm veille à ce que ses aliments soient exempts d'antibiotiques et d'hormones.



de l'expansion, certains aspects, notamment le financement, se sont complexifiés, mais je pouvais encore exécuter ces transactions plus délicates.»

Rapidement, l'entreprise canadienne est devenue une société internationale. Grâce à son offre unique et à sa volonté de changer les choses, qui ont trouvé un écho favorable auprès des consommateurs, Open Farm connaît un essor exponentiel.

Des pratiques socialement responsables

Open Farm change le paradigme de la santé et de la nutrition animales. L'entreprise a conclu des partenariats avec des organismes de certification en bien-être des animaux et en durabilité, et s'approvisionne en ingrédients de qualité supérieure issus de fermes à échelle humaine et de pêcheries durables.

Soucieuse d'assurer le meilleur apport nutritif et d'agir pour le climat, l'entreprise intègre ces aspects dans ses pratiques commerciales.

« D'entrée de jeu, nous avons eu du succès parce que nous avons toujours cherché à nous démarquer », explique Jacqueline Prehogan. Son entreprise, note-t-elle, est la première à avoir obtenu des certifications de bien-être animal pour la totalité de sa viande.

Une chaîne d'approvisionnement éthique

Open Farm part du principe que des animaux sains et heureux ont une vie meilleure et produisent du bœuf, du porc ou du poulet plus nutritifs. « Tout au long de la chaîne d'approvisionnement, nous nous assurons que les animaux sont élevés avec bonté et respect », continue l'entrepreneure.

Les partenariats d'Open Farm avec Global Animal Partnership et Certified Humane® garantissent que le bétail a une alimentation équilibrée. La viande est donc exempte d'antibiotiques et d'hormones.

Comme le poisson est capturé à l'état sauvage, il ne contient ni antibiotiques ni aliments artificiels. Les méthodes de pêche limitent les prises accessoires ainsi que l'impact sur le milieu et le fond marins; elles respectent les normes de durabilité Ocean Wise® ou du Marine Stewardship Council sur les sources d'approvisionnement.

Les fermes où l'on fabrique la nourriture pour animaux de compagnie sont auditées régulièrement par des organismes tiers de certification et Open Farm ne travaille qu'avec des fournisseurs qui respectent les pratiques éthiques.

Open Farm assure la traçabilité de tout ce qui entre dans la gamelle d'un animal et affiche une transparence totale quant au contenu de ses produits. « Nous nous dévouons corps et âme pour créer les meilleurs aliments pour vos animaux afin qu'ils aient une vie longue et heureuse », dit Jacqueline Prehogan.

Un code sur l'emballage permet aux clients de retrouver eux-mêmes la provenance de tous les ingrédients du produit. « Grâce à cette information, le propriétaire de l'animal peut savoir ce qu'il lui donne à manger et prendre des décisions éclairées », poursuit-elle.

« NOTRE SUCCÈS VIENT DE CE QUE NOUS AVONS TOUJOURS CHERCHÉ À NOUS DÉMARQUER. »

Devenir la prochaine marque mondiale d'aliments pour animaux

En moins de six mois, après un lancement à Toronto en 2014 et une distribution dans l'Est du Canada et le Nord-Est des États-Unis, l'entreprise s'est rapidement implantée dans l'Ouest des deux pays et dans un vaste réseau de détaillants d'aliments pour animaux. Les produits Open Farm sont actuellement vendus dans plus de 6 500 magasins au Canada et aux États-Unis, en Australie, en Chine, en Corée du Sud, à Singapour, à Hong Kong et à Taiwan.

Open Farm, qui est passée d'un effectif de deux à 85 personnes, vise maintenant une expansion en Europe et une présence accrue en Asie. Et d'ici 2030, les propriétaires entendent réduire leur empreinte carbone de 42 %.

Qu'est-ce qui les motive? Bella, Maddie et Duncan, les carlins de Jacqueline Prehogan et Isaac Langleben, qui ont droit à ce qu'il y a de mieux, car ils font, eux aussi, partie de la famille. ♦



Les clients d'Open Farm peuvent connaître la provenance des ingrédients grâce à un code sur l'emballage.

Principaux défis auxquels les comptables professionnels sont confrontés pendant la saison des impôts

De la dotation en personnel au flux de travail, le Rapport sur la saison d'impôt – Défis de l'industrie canadienne de la comptabilité de Wolters Kluwer examine les problèmes auxquels les cabinets sont confrontés pendant la période la plus occupée de l'année. **Stuart Solway**

L'adage consacré « Regarder en arrière pour mieux aller de l'avant » s'applique manifestement à la sphère comptable.

Les comptables ont l'habitude de faire un retour sur leur travail, notamment après la saison des impôts. Grâce à cet examen et aux leçons qui en sont tirées, les cabinets deviennent plus productifs et rentables.

Cette façon de penser a inspiré les gens de Wolters Kluwer, un fournisseur mondial d'informations, de solutions logicielles et de services pour les professionnels du secteur de la comptabilité, à lancer il y a quatre ans un sondage annuel suivant la saison des impôts.

Ce sondage, mené auprès de participants de cabinets comptables de toutes tailles dans l'ensemble du Canada, est devenu une ressource importante pour cibler les défis liés à la dotation en personnel, au flux de travail, à la technologie et au service à la clientèle qui surviennent pendant la saison des impôts des particuliers.

Wolters Kluwer reconnaît que le secteur de la comptabilité évolue sans cesse. Ce fut particulièrement évident au cours de la pandémie, alors que les cabinets ont dû accélérer les changements dans leur technologie et leur flux de travail.

« Nous devons nous tenir au courant des changements qui ont le plus d'impact sur le secteur dans lequel

nous œuvrons », indique Dean Sonderegger, vice-président principal et directeur général de Wolters Kluwer Canada. « En 2020, nous avons donc élargi la portée du sondage en incluant des questions sur la facilitation du travail à distance et le service à la clientèle en dehors du bureau, deux mesures rendues nécessaires en raison de la COVID-19. »

Les résultats du sondage de 2022 viennent d'être publiés, dévoilant plusieurs nouvelles conclusions que les comptables professionnels pourront utiliser pour comprendre comment leur expérience se compare à celle de leurs pairs et découvrir les améliorations qu'ils pourraient mettre en œuvre dans leur propre cabinet. Voici quelques points saillants.

- Plusieurs cabinets trouvent qu'il est plus facile de s'adapter au modèle de travail à distance. C'est de bon augure pour l'avenir, étant donné qu'un nombre croissant de jeunes comptables d'aujourd'hui veulent des modalités de travail plus flexibles qui leur permettent de collaborer avec leurs collègues à distance.

- L'arrivée de nouvelles technologies a entraîné une réduction de la saisie de données manuelle. En plus de limiter le nombre d'erreurs commises, ces technologies ont également permis de

diminuer considérablement le nombre d'heures de travail des employés pendant cette période de pointe.

- Cette année, le sondage comportait également des questions sur l'utilisation des technologies de paiement automatique et de signature électronique, lesquelles sont de plus en plus adoptées par les cabinets. Ces technologies ont permis à certains comptables de gagner du temps et de simplifier les processus, et d'autres professionnels pourraient aussi mettre en œuvre ces innovations et en récolter les fruits.

Comme par le passé, on a noté des différences considérables entre les trois catégories de cabinets dans de nombreux domaines, par exemple en ce qui concerne le taux d'adoption des nouvelles technologies.

« Notre sondage annuel sur la saison des impôts est en constante évolution, souligne Dean Sonderegger. Il est à l'image de notre époque; vous pouvez donc vous attendre à ce que nous ajoutions des questions chaque année pour prendre en compte les nouveaux défis de notre secteur. »



Pour lire le rapport complet sur le sondage de 2022, consultez <https://go2.wolterskluwer.ca/2022-rapport>

CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE

L'ÉLITE DE LA PROFESSION

Onze sommités de la profession au Temple de la renommée comptable. **PAR ALI AMAD**

Au palmarès des personnalités intronisées en 2022 au Temple de la renommée comptable du Canada (TRCC), on trouve 11 distingués lauréats. Ellen Fairclough, James Macdonell et Francis Winspear sont nommés « fondateurs de la profession », tandis que Paul Cherry, Sheila Fraser, Michael Gibbins, Richard Haskayne, Louis Ménard, Patricia O'Malley, Gordon Richardson et Guylaine Saucier accèdent au rang de « leaders de la profession ».

Inauguré en 2021 par l'Association canadienne des professeurs de comptabilité (ACPC), le TRCC rend hommage aux professionnels qui ont fourni à la profession un apport exceptionnel, au Canada et à l'étranger, tant de nos jours (dans la catégorie Leaders de la profession) que dans les débuts de la profession (dans la catégorie Fondateurs de la profession).

Parmi les 12 premiers lauréats intronisés l'an dernier figuraient Philip S. Ross, qui a contribué à fonder le premier organisme comptable nord-américain à Montréal en 1880, et Gertrude Mulcahy, première femme comptable agréée à obtenir le titre de FCA en Ontario. « Les lauréats de 2022 ont aussi grandement favorisé le prestige de la profession », explique Alister Mason, FCPA, administrateur du TRCC, qui veille à la mise en candidature et à la sélection des lauréats avec Anne Fortin, administratrice adjointe, et un conseil d'électeurs. « Les trois fondateurs intronisés cette année ont apporté une contribution inestimable au rayonnement de la profession, et les leaders se sont distingués sur divers plans pour la faire briller. Je pense aux normes comptables nationales et internationales, à la terminologie, à la formation, à l'éthique, et à la prééminence de la profession aux conseils d'administration. »

Première femme à jouer le rôle de ministre et de première ministre intérimaire à Ottawa, Ellen Fairclough, nommée parmi les fondateurs en 2022, a été une pionnière dans l'univers comptable. Dans les années 1930, elle sera l'une des premières Canadiennes à obtenir un titre



Ellen Fairclough



James Macdonell



Francis Winspear



Paul Cherry



Sheila Fraser



Michael Gibbins



Richard Haskayne



Louis Ménard

comptable et à fonder un cabinet. « Avant la fin des années 1960, il y avait malheureusement très peu de femmes comptables agréées, et elles passaient inaperçues », se souvient Rod Barr, FCPA, FCA, retraité de Deloitte et de CPA Ontario, qui a mis en candidature Ellen Fairclough, née à Hamilton, en Ontario. « Ellen a avancé malgré les embûches et a épaulé des intervenants de la scène politique en mettant à profit ses compétences en comptabilité. »

Originaire d'Ottawa, James Macdonell, nommé fondateur, a aussi été un précurseur. Dans les années 1970, il a révolutionné les pratiques comptables de l'administration fédérale pendant sept ans comme vérificateur général. « Son charisme, son enthousiasme et son pouvoir de persuasion l'ont aidé à faire l'impossible », souligne Ross Walker, FCPA, président et chef de la direction retraité de KPMG au Canada, qui a proposé la candidature de son collègue. « La leçon que je retiens de mes années avec lui, c'est qu'on peut réaliser ses rêves à force de travail acharné. »

Le troisième fondateur intronisé cette année, Francis Winspear, s'est distingué comme pilier du milieu comptable d'Edmonton. Il a inspiré la relève, dont Michael Gibbins, FCPA, qui a soumis sa candidature : « Francis nous a invités à nous investir pour en arriver à des retombées favorables dans la collectivité, et à nous mobiliser pour réussir. »

LES LAURÉATS TÉMOIGNENT DU RÔLE ESSENTIEL DE LA PROFESSION AU CANADA.

Michael Gibbins, qui a pris à cœur l'enseignement de Francis Winspear, est devenu un influent professeur de comptabilité à l'Université de la Colombie-Britannique et à l'Université de l'Alberta, où il a été pendant 21 ans titulaire de la Winspear Foundation Distinguished Chair in Professional Accounting. Ses hauts faits ont aussi été soulignés en 2022, lorsque le TRCC l'a nommé parmi les huit leaders de la profession. « J'ai toujours tenté de renforcer les liens entre le monde universitaire et la pratique. Voir des étudiants atteindre des sommets qui dépassent mes propres réalisations m'inspire une grande fierté. »

Autre professeur de longue date et nouveau leader, Louis Ménard, FCPA, éminente personnalité au Québec, a consacré trente ans de travail au

Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière, appelé couramment « le Ménard ».

Gordon Richardson, FCPA, nommé leader, a étudié la comptabilité à Toronto, sa ville d'origine, avant d'encadrer plus de 30 doctorants en comptabilité, notamment à l'Université de la Colombie-Britannique et à l'Université de Waterloo. Il est surtout connu pour ses monographies traitant de la présentation, par les cabinets, de l'information sur la responsabilité sociale des entreprises. « S'il y a une chose à retenir, c'est qu'il est rentable d'être écologique et que les cabinets ont avantage à évaluer les impacts de stratégies environnementales proactives », estime-t-il.

Au-delà du monde universitaire, les nouveaux leaders représentent des voix essentielles dans tous les domaines : secteur public, secteur privé, normalisation, audit. « Les Canadiens hésitent à vanter leurs réalisations et à louer les héros méconnus de la comptabilité, mais faire partie



Patricia O'Malley



Gordon Richardson



Guylaine Saucier

de la mémoire institutionnelle créée par le TRCC me remplit d'humilité », fait observer Paul Cherry, FCPA, nommé leader, natif du Nouveau-Brunswick, premier chef comptable de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO). Il a aussi siégé au conseil d'organismes de normalisation, dont l'International Accounting Standards Committee (IASC).

La Québécoise Sheila Fraser, FCPA, nommée leader, a mené une longue carrière en normalisation dans le secteur public et en tant qu'administratrice de l'IFRS Foundation. « En tant que femme, je suis honorée d'avoir été la première vérificatrice générale du Canada, de 2001 à 2011, et je trouve magnifique d'être intronisée au TRCC, en compagnie de personnalités éminentes », confie-t-elle.

Richard Haskayne, de l'Alberta, nommé leader pour souligner sa fructueuse carrière de chef de la direction et de président de diverses sociétés pétrolières et gazières, a contribué à l'évolution

Un dictionnaire vivant

Depuis près de 30 ans, Louis Ménard, FCPA, fait rayonner le Québec dans le monde comptable francophone.

Louis Ménard, FCPA, a fait carrière comme professeur au Département des sciences comptables de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

L'expertise unique en recherche terminologique comptable et financière qu'il a développée lui a permis de piloter, à titre d'auteur principal et durant près de trois décennies, trois éditions du *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière*, ouvrage qui fait autorité. Dans le milieu comptable francophone, ce livre de référence est simplement appelé « le Ménard ».

Publié par l'ICCA/CPA Canada, en collaboration avec l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (Belgique), l'Ordre des Experts-Comptables (France) et la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (France), la dernière édition (2020) comprend près de 9 000 fiches répertoriant 21 400 termes français et 16 600 termes anglais.

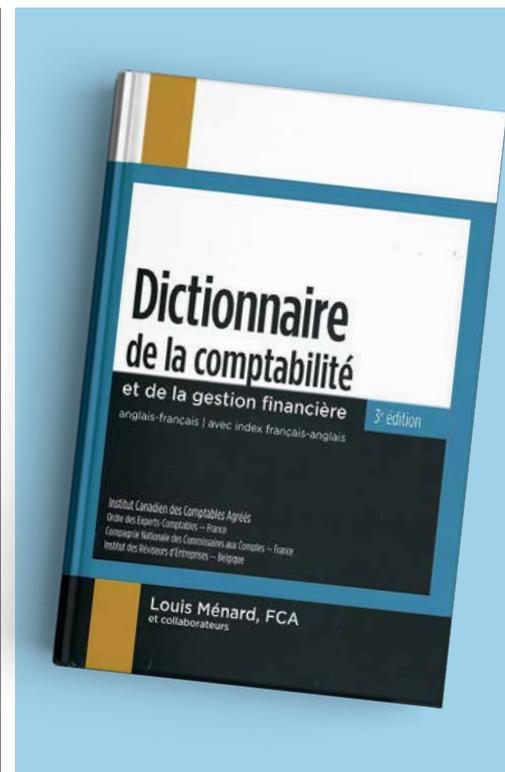
« Entre la croissance de la mondialisation, l'essor de l'informatique ou l'apparition des cryptomonnaies, le *Dictionnaire* a beaucoup évolué avec le temps, constate Louis Ménard. De nouveaux mots ont été créés,

des usages se sont imposés, des expressions jugées fautives ne le sont plus... Ce qui compte, et depuis toujours, c'est d'améliorer la qualité de l'information financière communiquée, pour qu'elle soit comprise par tous et sans ambiguïté. »

En fait, son travail a eu une incidence importante sur la normalisation, la pratique et l'enseignement de la comptabilité, ainsi que sur l'ensemble de la communauté de la finance et de l'investissement.

« Nos partenaires européens ont compris que même si nous n'étions que quelques millions de francophones au Canada, nous avons une expertise certaine », admet celui qui est aussi l'artisan principal derrière le *Dictionnaire des dérivés et autres instruments financiers*, autre atout pour la profession. Deux publications dont le TRCC a souligné qu'elles avaient « considérablement amélioré la réputation du Canada à l'échelle internationale, partout où le français est parlé ». — Mathieu de Lajarte

Pour lire notre entrevue avec Louis Ménard, visitez la page cpacanada.ca/menard



des normes d'éthique dans le secteur. « En regardant de grandes sociétés comme TC Energy et Enbridge, je suis fier d'avoir joué un rôle dans leur ascension. Toute ma vie, j'ai encadré et mentoré mes successeurs, dont plusieurs sont des CPA, et je tire autant de satisfaction de leurs victoires que des miennes. »

LA CUVÉE 2022 RASSEMBLE DES VOIX ESSENTIELLES DE LA COMPTABILITÉ.

Originaire du Nord-Ouest du Québec, l'experte en gouvernance Guylaine Saucier, FCPA, nommée leader, a siégé à 18 conseils d'administration, dont celui de la Banque du Canada. « Depuis trente ans, je suis membre à temps plein de conseils d'administration et membre ou présidente de comités d'audit. J'espère ainsi avoir renforcé la qualité de l'information financière communiquée au marché. Être saluée par ses pairs est un véritable honneur, car les collègues qui soulignent votre apport à la profession le font en connaissance de cause. »

Elle aussi nommée leader, Patricia O'Malley, FCPA, de Winnipeg, a été présidente de l'ACPC dans les années 1990, pendant sa fructueuse carrière chez KPMG, avant de devenir la première présidente à temps plein du Conseil des normes comptables (CNC) du Canada en 1999. Deux ans plus tard, elle a contribué à fonder l'International Accounting Standards Board (IASB), qui se charge des normes IFRS. « J'ai trouvé gratifiant de prendre part à la transition du Canada aux normes IFRS, qui s'est avérée avantageuse sur trois plans. Pour nos entreprises, dont les états financiers sont acceptés à l'étranger, et puis pour les normes internationales, car la participation du Canada les a bonifiées. Et enfin, pour les marchés financiers en général, grâce à une information financière plus pointue et comparable. »

« Comme en témoignent avec éloquence ces réalisations remarquables, les membres actuels et futurs de la profession peuvent s'inspirer de l'apport précieux des lauréats », fait valoir l'administrateur du TRCC, Alister Mason. Les mises en candidature à l'intronisation en 2023 sont acceptées jusqu'au 11 novembre 2022. On trouvera de plus amples renseignements sur le site Web du TRCC. ♦

BÂTIR UN PATRIMOINE DE RETRAITE AVEC UNE GRANDE EFFICACITÉ FISCALE?

Oui, vous pouvez aider votre clientèle à y arriver.

Si le régime de retraite individuel (RRI) et la convention de retraite (CR) ne font pas déjà partie de votre stratégie de conseil aux propriétaires et aux cadres d'entreprise, vous auriez tout intérêt à les ajouter!

Pourquoi? Parce que ces excellentes solutions de patrimoine de retraite permettent d'épargner beaucoup plus à l'abri de l'impôt que les REER.

Mais chut... C'est le secret le mieux gardé en planification de la retraite.

Vous voulez en savoir plus? Lisez notre article sur le sujet à la page 51!

MAÎTRISER L'ARGENT, LE TRAVAIL D'UNE VIE

Conférence Mastering Money 2022

Soyez des nôtres les 24 et 25 novembre à Toronto pour l'événement de littératie financière de l'année! Présentations interactives, activités de réseautage, séances de questions en direct vous attendent à ce grand rendez-vous.

INSCRIVEZ-VOUS : cpacanada.ca/finlitconference |
#CPAMM22



CPA

COMPTABLES
PROFESSIONNELS
AGRÉÉS

Différentes considérations doivent être prises en compte lors de l'élaboration des lois fiscales.



FISCALITÉ

FISCALITÉ BIEN ORDONNÉE

Nouvelles mesures fiscales : trois questions préalables.



BRUCE BALL

Devant le déferlement de la pandémie, à l'ère des confinements, le fédéral a dû se hâter. Pour soutenir particuliers et entreprises, il a fallu accélérer la démarche législative, quitte à sauter des étapes. Et Ottawa entend désormais mettre en œuvre les mesures fiscales de son programme élargi,

pour tenir ses promesses électorales et budgétaires.

Ces nombreuses modifications, en chantier, seront-elles toutes analysées en profondeur? S'agit-il du meilleur moyen d'atteindre l'objectif fixé?

Chose certaine, le gouvernement peut choisir de mieux légiférer, en analysant toute initiative fiscale à la lumière de trois questions préalables :

1. La modification est-elle nécessaire? Permettra-t-elle de réaliser l'objectif avec simplicité, clarté et efficience?
2. Les parties prenantes ont-elles été suffisamment consultées pour cerner les problèmes potentiels?
3. A-t-on pensé aux difficultés de mise en œuvre? Les résultats attendus en théorie se concrétiseront-ils?

Pour que les modifications soient valables d'emblée, le gouvernement aurait avantage à tenir compte de ces questions dans l'ensemble du cycle législatif, de la conception à la mise en œuvre, et au-delà.

Définir l'objectif, explorer les pistes

Au stade de la conception, il faut définir l'objectif de la politique. Par exemple, on pourra vouloir favoriser l'utilisation de processus et de matériel moins polluants, afin de limiter les retombées environnementales indésirables.

La prochaine étape consistera à vérifier si une initiative ou un encouragement fiscal constitue effectivement le meilleur moyen d'atteindre le résultat voulu. Soulignons que par le passé, les décideurs du Canada privilégiaient le recours au système fiscal plutôt que les dépenses directes et les subventions, entre autres.

Analyser les idées

Si une modification fiscale s'avère justifiée, toutes les propositions doivent être examinées avec objectivité, du point de vue conceptuel et pratique, pour dégager la plus prometteuse. De fait, une idée sensée sur le plan théorique mais difficile à mettre en œuvre a peu de chances de porter ses fruits.

Conjuguer efficacité et complexité

Dans le cadre de l'analyse, il s'agira de vérifier si la modification envisagée met en équilibre l'efficacité et la complexité. Il arrive qu'une règle soit conçue pour décourager certains comportements en général ou pour empêcher les contribuables de profiter indûment d'une modification fiscale élargie et avantageuse.

Ces situations impliquent souvent un compromis : si tout est fait pour assurer l'intégrité d'une règle, celle-ci peut devenir trop complexe à analyser et à appliquer, d'où un effet dissuasif sur certains contribuables, qui pourraient décider de ne pas l'observer. Et d'autres, pourtant disposés à s'y conformer, n'y parviendront pas. La règle n'aura donc pas eu les retombées escomptées.

Prévenir les effets inattendus

Soulignons que des règles de portée générale peuvent s'appliquer inopinément à certains contribuables ou situations, indépendamment de la volonté du législateur. Les décideurs doivent être à l'affût de ce genre de répercussions imprévues, pour évaluer avec soin toute nouvelle disposition qui a pour but d'éviter certains résultats ou qui alourdit les obligations d'information fiscale.

Il arrive aussi que les administrations fiscales soient aux prises avec des incidences inattendues, corollaire d'un élargissement des règles. Ainsi, chaque fois qu'une nouvelle règle vient complexifier le système fiscal, l'objectif d'automatisation de la production des déclarations des Canadiens vulnérables devient moins réalisable.

RAPPEL – AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE

ASSEMBLÉE VIRTUELLE PAR WEBDIFFUSION EN DIRECT, AU [HTTPS://WEB.LUMIAGM.COM/419-366-465](https://web.lumiagm.com/419-366-465)

Avis est par la présente donné que l'assemblée générale annuelle et extraordinaire de 2022 des membres de Comptables professionnels agréés du Canada (**CPA Canada**) se tiendra exclusivement en ligne, par webdiffusion en direct au <https://web.lumiagm.com/419-366-465>, le 27 septembre 2022 à 11 h (HE), aux fins suivantes :

1. Dépôt des états financiers de CPA Canada pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et du rapport de l'expert-comptable y afférent;
2. Nomination d'un expert-comptable pour l'exercice en cours;
3. Délibérations sur toute autre question dont l'assemblée pourrait être dûment saisie.

Le Conseil d'administration de CPA Canada recommande que les membres nomment MNP LLP (**MNP**) expert-comptable pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023. MNP étant un nouvel expert-comptable pour CPA Canada, le remplacement constitue une question spéciale au sens de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (LCOBNL)*. Avis est donné aux membres que, aux termes de la LCOBNL, CPA Canada est tenue de soumettre une déclaration motivée exposant les raisons du remplacement à l'occasion d'une réunion du Conseil d'administration ou d'une assemblée convoquée à cette fin. En vertu de la LCOBNL, l'expert-comptable nommé pour l'exercice en cours peut soumettre une déclaration, tout comme le nouvel expert-comptable proposé. Avis est également donné que la déclaration de CPA Canada et, s'il y a lieu, celles de l'expert-comptable nommé pour l'exercice en cours et du nouvel expert-comptable proposé (collectivement, **les déclarations**) seront publiées sur le site Web de CPA Canada, à cpacanada.ca/aga2022, avec des renseignements supplémentaires sur la nomination du nouvel expert-comptable.

Les états financiers de CPA Canada sont inclus dans le rapport annuel 2021-2022 à cpacanada.ca/aga2022. Ces états financiers, les déclarations

et les renseignements supplémentaires sur la nomination du nouvel expert-comptable peuvent aussi être obtenus au siège de CPA Canada, et tout membre peut, sur demande et sans frais, en recevoir une copie au siège même, ou encore par courrier affranchi ou par courriel, en écrivant à serviceclient@cpacanada.ca ou en composant le 1-800-268-3793.

Les membres de CPA Canada au 24 août 2022 et les fondés de pouvoir dûment nommés pourront participer à l'assemblée, soumettre des questions et voter, en temps réel, en se connectant au <https://web.lumiagm.com/419-366-465> au moyen de la version la plus récente de Chrome, Safari, Edge ou Firefox sur leur ordinateur, tablette ou téléphone intelligent. Votre vote est important. Pour prendre part à l'assemblée générale annuelle et y voter, vous aurez besoin de votre adresse courriel et de votre numéro de contrôle unique, que les membres recevront par courriel, avant le 27 septembre 2022, avec des instructions concernant la participation à l'assemblée. Pour que vous puissiez recevoir ce message, votre adresse courriel actuelle doit être consignée dans les dossiers de CPA Canada. Au besoin, veuillez nous faire part au plus tôt de votre nouvelle adresse courriel, à serviceclient@cpacanada.ca.

Les membres qui sont dans l'impossibilité de participer à l'assemblée et qui veulent être représentés sont priés de remplir le formulaire de procuration qu'ils trouveront au cpacanada.ca/aga2022.

Signé le 3 août 2022

Pour le Conseil d'administration,



Pamela Steer
Présidente et chef de la direction

Éviter les gains fortuits

Dans la création d'incitatifs fiscaux censés encourager certains comportements ou investissements, le gouvernement doit s'abstenir d'offrir aux contribuables des gains fortuits en leur accordant des économies d'impôt pour un choix qu'ils auraient fait de toute manière.

Concilier complexité et impôts escomptés

Autre interrogation, la complexité qu'ajouterait la modification envisagée est-elle judicieuse, compte tenu des impôts qu'on espère percevoir? Par exemple, la taxe de luxe et la taxe sur les biens immobiliers sous-utilisés proposées par le gouvernement en 2021 complexifient les choses sans que les recettes prévues le justifient. De quoi remettre en question leur adoption, vu les coûts d'observation et les autres considérations d'ordre financier.

Consulter en amont et en aval

Au Canada, la période de consultation sur les dispositions législatives fiscales proposées est habituellement définie, ce qui permet de détecter des incohérences dans le libellé et de faire le point sur les répercussions pratiques. D'autres consultations devraient aussi avoir lieu :

- dès la conception – une fois l'avant-projet de loi publié, il peut être trop tard pour discuter des autres possibilités;
- après la mise en œuvre – les contribuables auront ainsi l'occasion de renseigner les autorités sur les guides et autres outils qui pourraient les aider à se conformer aux modifications, sur les informations nécessaires pour la production et sur le temps requis pour préparer leurs systèmes.

Il faut souvent du temps pour dégager tous les enjeux et les incidences potentielles; il est donc crucial d'en prévoir assez pour ces consultations.

Assurer le suivi après la mise en œuvre

Enfin, les mesures fiscales mises en œuvre doivent être régulièrement passées en revue. Les objectifs sont-ils atteints avec efficacité et efficience, à moindres frais?

Évidemment, la conception et l'adoption d'une nouvelle méthode d'élaboration des politiques fiscales impliqueraient des coûts et des perturbations, et pourraient même freiner la réalisation des projets du gouvernement à court terme. Toutefois, à long terme, le système fiscal bénéficierait d'un cadre repensé, axé sur des consultations d'envergure pour élaborer et adopter toute nouvelle mesure législative. ♦

Bruce Ball est vice-président, Fiscalité, à CPA Canada.

ESCROCS SANS SCRUPULES

Florilège de fraudes **PAR ANDREW RAVEN**

AGENT TROUBLE

En avril, la GRC a signalé qu'un fraudeur se faisait passer pour l'un de ses agents de Nouvelle-Écosse. Le suspect, en quête de proies dans au moins deux provinces, laissait entendre à ses victimes qu'elles faisaient l'objet d'une enquête pour fraude et cherchait à leur voler des renseignements personnels et bancaires.

La GRC a précisé que le nom et le titre en signature étaient bel et bien ceux d'un de ses anciens agents d'information, mais que l'adresse courriel et le numéro de téléphone étaient faux.

« Si vous avez le sentiment que quelque chose n'est pas normal, il vaut mieux faire confiance à votre instinct et cesser de communiquer avec cette personne », recommande la GRC.



RECouvreMENT INESPÉRÉ

Rare victoire dans la lutte contre la fraude à la cryptomonnaie : la police de Winnipeg a recouvré environ 35 000 \$ en bitcoin.

Les victimes, à qui l'on avait promis des rendements mirobolants si elles investissaient dans le bitcoin, ont vu leur argent se volatiliser.

La police de Winnipeg et le Centre antifraude du Canada ont retrouvé une partie des actifs (0,36 bitcoin, soit 18 000 \$, et 0,34 bitcoin, soit 17 000 \$, au taux de mai 2022), dissimulés dans des comptes détenus par des « acteurs étrangers ».

Même si, pour une fois, les fonds ont été retournés aux victimes, en général, les cryptoactifs sont impossibles à recouvrer, déplore la police.

L'engouement pour les monnaies virtuelles a entraîné la création d'une véritable industrie de la fraude aux cryptoactifs. Selon la GRC, entre 2018 et 2020, les pertes se sont élevées à 12,6 M\$, contre 75 M\$ en 2021.

AÎNÉS DANS LA MIRE

Trois escrocs de Durham, à l'est de Toronto, ont été arrêtés pour avoir monté un stratagème qui jouait sur l'attachement des grands-parents à leurs petits-enfants, le tout pour leur soutirer des milliers de dollars.

Des accusations de fraude pèsent sur le trio de jeunes hommes, qui s'en prenaient aux aînés depuis novembre 2021.

Au téléphone, les fraudeurs prétendaient être des avocats représentant le petit-fils de la victime. Ils déclaraient qu'il avait eu un accident de voiture et grièvement blessé une femme enceinte, pour ensuite réclamer une caution de 9 000 \$, que venait percevoir un prétendu huissier. Certaines victimes âgées ont même reçu un deuxième appel pour leur annoncer le décès de la femme enceinte, et on a tenté de leur soutirer encore plus d'argent.

La police de Durham dit enquêter sur plus de 70 affaires semblables.



Faites-vous encore le rapprochement de la comptabilité des investissements à l'interne ?

Les entreprises investissent des ressources considérables dans l'embauche et la formation de personnel pour saisir et rapprocher manuellement les données financières, ce qui prend du temps, coûte cher et est source d'erreurs.

Artiffex aide ses clients à réduire leurs coûts et à accroître leur efficacité en leur fournissant des services d'externalisation fiables, précis et rapides grâce à notre technologie d'automatisation brevetée. Fièrement québécoise et conforme à la norme SOC 2, Artiffex compte parmi ses clients Mazars, Demers Beaulne, Baker Tilly, Fuller Landau et MNP.

SERVICES D'EXTERNALISATION

Rapide. Précis. Sécurisé.

À partir de 2 \$ par transaction.



Contactez-nous pour plus d'informations dès aujourd'hui ►

artiffex.com/fr/externalisation • info@artiffex.com • 514.843.9855



EN NOMBRES

POUR L'UNIFORMITÉ

Les débuts de l'International Sustainability Standards Board (ISSB) à Montréal représentent un jalon important.

À la COP26, en novembre 2021, l'IFRS Foundation, organisation mondiale de supervision des normes comptables, annonce la création de l'ISSB. Elle dévoile qu'il y aura un centre de l'ISSB à Montréal. Francfort accueillera le siège du Conseil, et un troisième bureau est prévu en Asie-Océanie.

En juin 2022 débutent les activités d'inauguration du centre de Montréal, après la signature par CPA Canada et l'IFRS Foundation, en avril, d'un protocole d'entente axé sur le secteur privé. CPA Canada collabore avec un large éventail de parties prenantes désireuses d'appuyer l'ISSB. Ses efforts de concertation mènent à la création d'une coalition d'institutions et d'organisations des secteurs privé et public : les Champions canadiens des normes internationales d'information sur la durabilité.

Toujours en juin, l'IFRS Foundation signe un protocole d'entente avec des parties prenantes du secteur public, avec l'assistance de Montréal International, dont des représentants des gouvernements du Canada et du Québec.

Des normes internationales d'information sur la durabilité uniformes et comparables permettront aux entités de présenter des informations de meilleure qualité, d'optimiser leurs décisions, et de perfectionner la gestion des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).



« Réputée pour son expertise en durabilité et son orientation résolument internationale, Montréal sera, avec Francfort, un point névralgique pour l'ISSB. Je remercie nos collègues canadiens de leur engagement envers la mission de l'ISSB et de leur enthousiasme. »

- Erkki Liikanen, président du conseil de gouvernance, IFRS Foundation



« Je suis ravi que les administrateurs aient choisi Montréal comme l'un des centres clés de l'ISSB. Elle est dotée d'un riche écosystème en matière de durabilité sur lequel établir nos travaux. »

- Emmanuel Faber, président, ISSB



« Le centre de Montréal saura asseoir l'influence du Canada dans l'écosystème mondial de l'information d'entreprise. CPA Canada et la profession canadienne sont au premier plan de l'établissement d'un nouveau processus de normalisation. Nous avons hâte de voir le centre montréalais déployer son rôle. »

- Pamela Steer, FCPA, FCA, CFA, présidente et chef de la direction, CPA Canada



« La mobilisation d'un vaste soutien à l'ISSB et à l'établissement du centre de Montréal démontre l'engagement ferme du Canada concernant les normes internationales d'information sur la durabilité. En choisissant Montréal, l'IFRS Foundation manifeste sa confiance : le Canada saura faire rayonner l'ISSB dans le monde. »

- Richard Olfert, FCPA, FCA, CMC, IAS.A, président du Conseil d'administration, CPA Canada

Genèse

Grâce aux efforts de l'IFRS Foundation, de CPA Canada et des Champions canadiens, l'ISSB a pu ouvrir rapidement son bureau à Montréal.

Mai 2021

CPA Canada invite des dirigeants des secteurs public et privé à se prononcer sur ce qu'il faudrait faire pour établir un conseil des normes internationales d'information sur la durabilité.

Juillet 2021

Soutenu par les secteurs public et privé, le gouvernement du Canada envoie officiellement à l'IFRS Foundation sa lettre de candidature en vue d'accueillir le siège mondial de l'ISSB. CPA Canada coordonne la collaboration des parties prenantes.

Présence de l'ISSB dans le monde

L'ISSB prévoit trois sites pour coordonner ses activités dans le monde. Toutes les régions (Amériques, Asie-Océanie et Europe, Moyen-Orient et Afrique) seront couvertes. Les centres de Francfort et de Montréal seront également chargés de fonctions clés pour soutenir l'ISSB. Des précisions sur un nouveau bureau en Asie-Océanie seront communiquées ultérieurement. Des bureaux à San Francisco et à Londres fourniront du soutien technique ainsi que des plateformes d'interaction locale et de collaboration régionale.



Plus de 140

Nombre de pays dont l'IFRS Foundation supervise les normes comptables.

5

Nombre d'années de l'entente entre CPA Canada et l'IFRS Foundation. Les parties se sont aussi engagées à assurer la pérennité de l'ISSB et de son bureau de Montréal.



1^{er}

Classement de Montréal dans le Global Green Finance Index (7^e édition) – Canada

3^e

Classement de Montréal dans le Global Green Finance Index (7^e édition) – Amérique du Nord

80 %

des répondants à un sondage de PwC accordent de l'importance aux facteurs ESG dans leurs décisions de placement.



78 %

des PME canadiennes affirment que la pandémie et les inégalités sociales ont renforcé leur engagement à agir sur les plans social et environnemental.

73 %

des investisseurs internationaux jugent importante la certification indépendante des critères ESG, mais seulement 20 % des organisations canadiennes ont recours à des services de certification des informations ESG.

70 %

des PME canadiennes disent que leurs clients leur demandent d'agir pour relever des défis sociétaux (inégalités des sexes ou des races, changements climatiques, etc.).



Novembre 2021

À la COP26 de Glasgow, l'IFRS Foundation forme l'International Sustainability Standards Board (ISSB), une structure internationale incluant les centres principaux de Montréal et de Francfort, pour établir des normes mondiales d'information uniformes sur les questions de durabilité.

6 avril 2022

L'IFRS Foundation et CPA Canada signent un protocole d'entente axé sur le secteur privé pour jeter les bases d'un centre de l'ISSB à Montréal. Ce centre assurera des fonctions clés, dont l'organisation des activités pour les Amériques.

28 juin 2022

L'IFRS Foundation signe un protocole d'entente axé sur le secteur public et prend d'autres mesures marquant l'inauguration du centre de l'ISSB à Montréal.

ENVIRONNEMENTS D'INFRASTRUCTURE CLOUD SÉCURISÉS ET CONFORMES POUR LES COMPTABLES D'AUJOURD'HUI

Stockez en toute sécurité les données financières de vos clients et exécutez vos applications comptables à partir d'une plate-forme cloud sécurisée 100 % canadienne, qui est conforme à la norme SOC 2 et à la LPRPDE.



Accédez en toute sécurité à votre logiciel de comptabilité et de fiscalité de n'importe où!

Simplifiez votre expérience

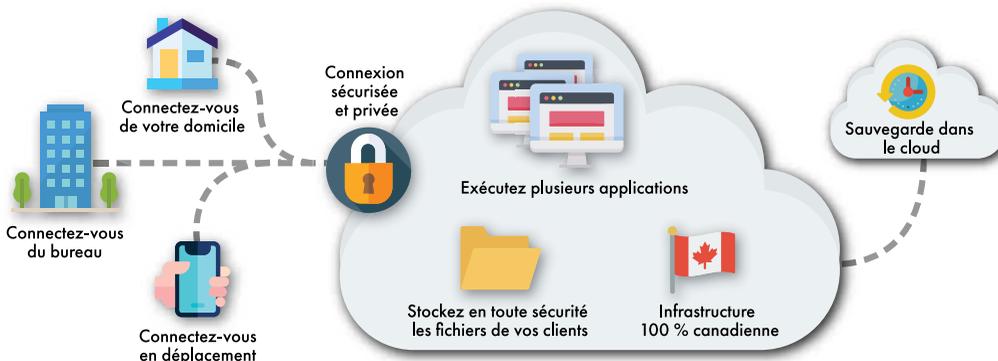
Nous sommes sûrs que vous avez assez d'inquiétudes!

Nos experts en infrastructure installeront pour vous les ressources nécessaires à exploiter votre logiciel.

Soutien en tout temps

... et non le type de soutien qui vous met en attente pendant une heure.

- ✓ **Sécurité intégrée**
Inclut le chiffrement des données, la détection des intrusions et la prévention des intrusions.
- ✓ **Sauvegarde et restauration**
En cas de sinistre ou de problèmes informatiques, vos données sont sauvegardées et disponibles pour y accéder à nouveau.
- ✓ **Accès à distance et collaboration d'équipe**
Flexibilité d'accès sur n'importe quel appareil, où que vous soyez. Partagez et travaillez avec les clients simultanément si nécessaire.
- ✓ **Réduire les frais généraux et les dépenses**
Concentrez-vous sur vos clients et non sur votre informatique! Réduisez les coûts d'investissement et d'exploitation liés à l'achat, à la maintenance et à la mise à niveau du matériel informatique local.



Visitez-nous au www.servercloudcanada.com/CPA pour en savoir plus.



SERVERCLOUD
CANADA

Laissez-nous créer une solution personnalisée qui répond à vos besoins spécifiques.

1.888.425.1967

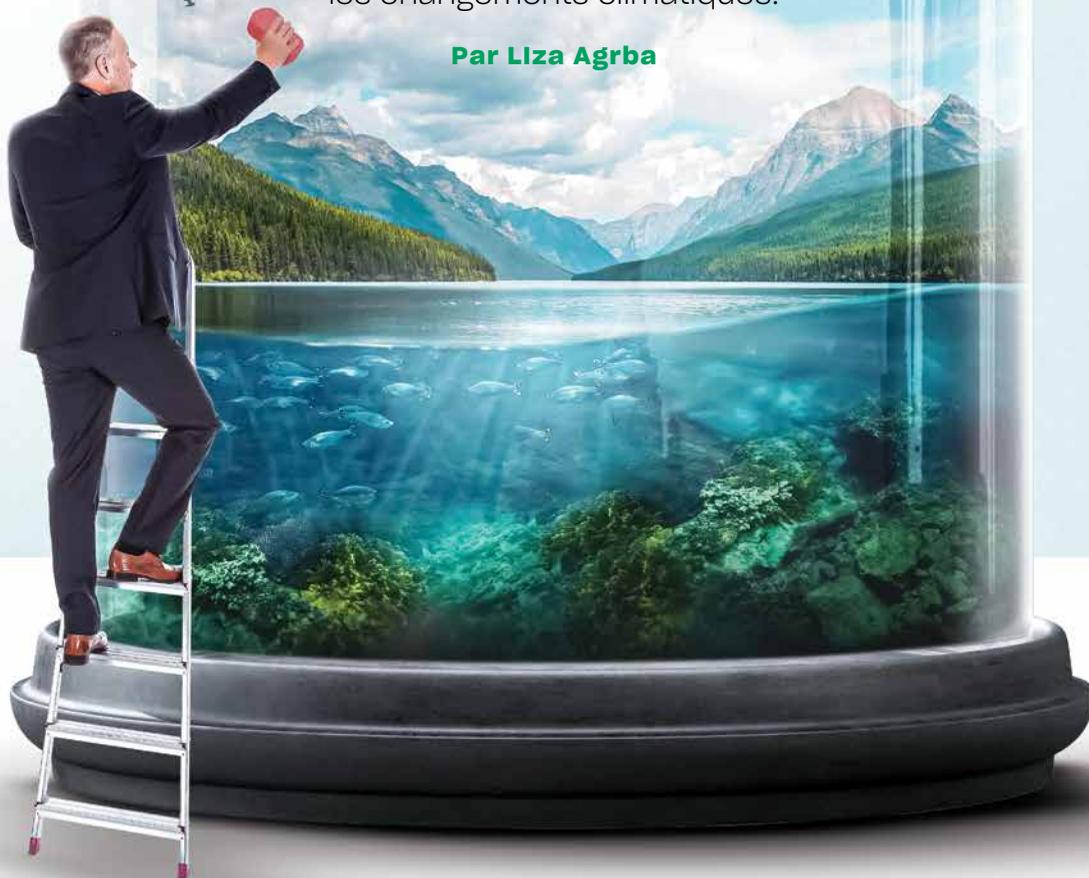
info@servercloudcanada.com

Pour l'amour de la Terre

Des CPA armés d'un zèle et d'un sens de l'innovation à toute épreuve combattent les changements climatiques.

Par Liza Agrba

Découvrez le rôle clé des CPA dans la transition vers la carboneutralité à cpacanada.ca/carboneutre



Nombre de sombres perspectives qui découlent du dérèglement climatique jettent le désarroi dans les esprits. Heureusement, en coulisse, des CPA fondent et soutiennent des entreprises citoyennes déterminées à résoudre cette crise. Débordante d'innovations et en plein essor, l'économie verte voit croître des sociétés

aux objectifs ambitieux et aux moyens techniques nécessaires pour les réaliser.

Au Canada, qu'il s'agisse d'exploiter des sources d'énergie propre, de concevoir des piles durables ou d'extraire le CO₂ de l'atmosphère, le secteur de l'énergie n'a rien à envier à personne. Et si les ingénieurs et les scientifiques brillent en R-D, les CPA, eux, mettent à profit leur

vaste bagage de connaissances et de compétences pour créer un contexte financier propice à l'innovation.

Soyons optimistes : voici cinq CPA qui participent aux efforts de l'humanité pour surmonter la crise climatique en favorisant des percées scientifiques et technologiques parmi les plus importantes du XXI^e siècle. →



Susan Koch

Directrice de l'exploitation
et vice-présidente,
Carbon Engineering, Vancouver

Susan Koch s'y connaît en jeunes pousses de technologies propres : en tant que directrice financière, elle a travaillé pour des entreprises axées sur les piles à combustible pour véhicules électriques et la fusion nucléaire. Aujourd'hui, au sein d'une entreprise de commercialisation d'une technologie de capture du dioxyde de carbone (CO₂), elle est la preuve vivante que le travail de comptable est loin d'être ennuyeux comme le veut le stéréotype. « C'est un milieu stimulant. Ce genre d'entreprise attire des personnes qui souhaitent changer les choses. J'aime côtoyer des ingénieurs et des scientifiques : ils sont intelligents, curieux et pleins d'idées intéressantes. »

Si Susan Koch excelle en tant que responsable des finances, c'est en partie grâce à son désir d'approfondir ses connaissances en science. « Dans tous mes emplois, j'ai dû m'efforcer de comprendre les incertitudes et les obstacles techniques

à surmonter avant qu'on puisse mettre en marché une technologie. C'est ce qui rend le travail intéressant. Je ne pourrais évidemment pas rivaliser avec un physicien, mais en lisant et relisant *La physique pour les nuls*, j'ai fini par en savoir suffisamment pour parler avec compétence de la capture du carbone ou de la fusion nucléaire avec un avocat ou un comptable. »

On peut comparer la capture du carbone à un genre d'arbre industriel, explique Susan Koch. Les feuillus absorbent le CO₂. C'est leur rôle dans le cycle du carbone, mais ils ne peuvent soutenir le rythme auquel les êtres humains émettent ce gaz dans l'atmosphère. « Notre technologie élimine le carbone de l'air par capture atmosphérique directe, ou CAD. On peut ensuite l'emprisonner dans des réservoirs souterrains, ou l'utiliser pour produire des carburants non polluants. »

La technologie ayant fait ses preuves, il reste à la mettre en vente à grande échelle. La demande dépend en partie de politiques publiques favorables aux technologies propres. La viabilité commerciale de la CAD dans un territoire donné doit être soutenue par des politiques

climatiques de tarification des émissions de CO₂ ou d'incitation à sa capture. Par exemple, la norme californienne sur les carburants à faible teneur en carbone accorde désormais des crédits pour chaque tonne métrique de CO₂ éliminée et emprisonnée de manière permanente.

Cette norme et le programme américain de crédit d'impôt 45Q ont favorisé l'expansion de Carbon Engineering aux États-Unis. En partenariat avec la société 1PointFive, l'entreprise mène un vaste projet dans le bassin permien du Sud-Ouest américain. Une fois réalisé, ce projet devrait permettre d'éliminer un million de tonnes de CO₂ par an. D'autres du même genre existent au Canada, au Royaume-Uni et ailleurs.

D'ici leur concrétisation, il y a fort à parier que la soif d'apprendre de Susan Koch et sa passion pour le secteur continueront d'inciter l'entreprise à développer sa technologie pour faire face au défi climatique. « Je prendrai probablement ma retraite avant d'avoir appris tout ce que je veux apprendre, plaisante-t-elle. Dans chaque entreprise où j'ai travaillé, j'ai eu l'impression de décrocher un nouveau MBA! »

Nicole Ballestrin

Directrice financière,
e-Zinc, Toronto

Certains apprécient la stabilité et la sécurité; Nicole Ballestrin mise plutôt sur la nouveauté. « J'aime la variété, les défis et les découvertes. Dans chacun de mes emplois à temps plein, j'ai fini par avoir l'impression de plafonner. »

En 2017, elle a quitté un poste de haut niveau : chef des ressources humaines et directrice financière des activités canadiennes chez McKinsey & Company. Logiquement, elle aurait ensuite occupé un poste d'envergure mondiale. « Mais j'ai deux enfants, et les nombreux déplacements auraient nui à ma vie de famille », explique-t-elle. Après avoir travaillé un an au CFO Centre, un réseau de directeurs financiers, elle a fondé Aspire CFO, un cabinet entièrement féminin, avant de travailler pour e-Zinc, à temps partiel toujours.

Mise sur pied par Gregory Zhang en 2012, l'entreprise entend révolutionner le stockage d'énergie en remplaçant le lithium par le zinc, plus sûr, plus abordable, plus durable et recyclable. Elle s'impose dans le domaine des piles, mais sa technologie est encore en gestation.

Si les efforts d'e-Zinc s'avèrent fructueux, il s'agira d'un tournant en matière d'énergie renouvelable. En effet, les réseaux électriques traditionnels sont tributaires d'un carburant fiable, mais l'énergie renouvelable est essentiellement intermittente. Le soleil ne brille pas la nuit, les éoliennes fonctionnent au bon gré du vent, et ainsi de suite. Quant aux piles aux ions de lithium, elles sont coûteuses et pas assez durables pour être intégrées aux réseaux. Mais si ceux-ci pouvaient stocker l'énergie de manière sûre et abordable, le passage aux énergies renouvelables deviendrait alors réalisable.

« J'ai besoin de croire à la vocation d'une entreprise et de sentir que je contribue à la société, que je fais œuvre utile », fait observer Nicole Ballestrin. Elle a vite adhéré à la mission d'e-Zinc, et depuis qu'elle est à la barre des finances, les subventions ont augmenté

considérablement d'une année à l'autre. En décembre 2021, la société d'investissement Anzu Partners a mené une opération de financement de série A de 25 M\$ US pour soutenir la R-D et la mise en marché. Cette année, e-Zinc amorcera un premier projet commercial avec Toyota.

L'entreprise verte convient pleinement à la nature citoyenne de Nicole Ballestrin, mais il s'agit aussi d'une question de principe. « En tant que directrice

financière, j'aborde l'écologie un peu comme lorsqu'on cherche à réaliser des gains d'efficacité. J'ai naguère été en conflit avec des dirigeants qui gaspillaient les ressources financières et autres. À l'inverse, e-Zinc gère consciencieusement ses finances, son personnel et sa mission. Pour moi, l'énergie verte représente presque une approche psychologique de mon travail; à cet égard, e-Zinc et moi sommes en parfaite harmonie. » →

« J'ai besoin de croire à la vocation d'une entreprise et de sentir que je contribue à la société, que je fais œuvre utile. »



Harold Burgess

Contrôleur, Ekona Power,
Vancouver

Avant d'entrer à Ekona Power, en 2020, Harold Burgess a occupé des postes d'importance croissante dans divers secteurs : tourisme d'accueil, industrie minière, services juridiques, fabrication et distribution. Un de ses premiers faits d'armes : en quelques années seulement, il est passé de directeur du crédit à contrôleur adjoint des hôtels Fairmont.

Il estime devoir sa réussite à l'obtention du titre de CPA. « La valeur du titre est reconnue, tout comme l'apport que peut fournir une personne possédant ces compétences. » Il ajoute que l'un des principaux enseignements qu'il a tirés de sa formation de CPA est l'avantage qu'offre une conception globale des finances.

« On dit que les comptables se concentrent sur les chiffres, sans plus, mais je me suis toujours efforcé de

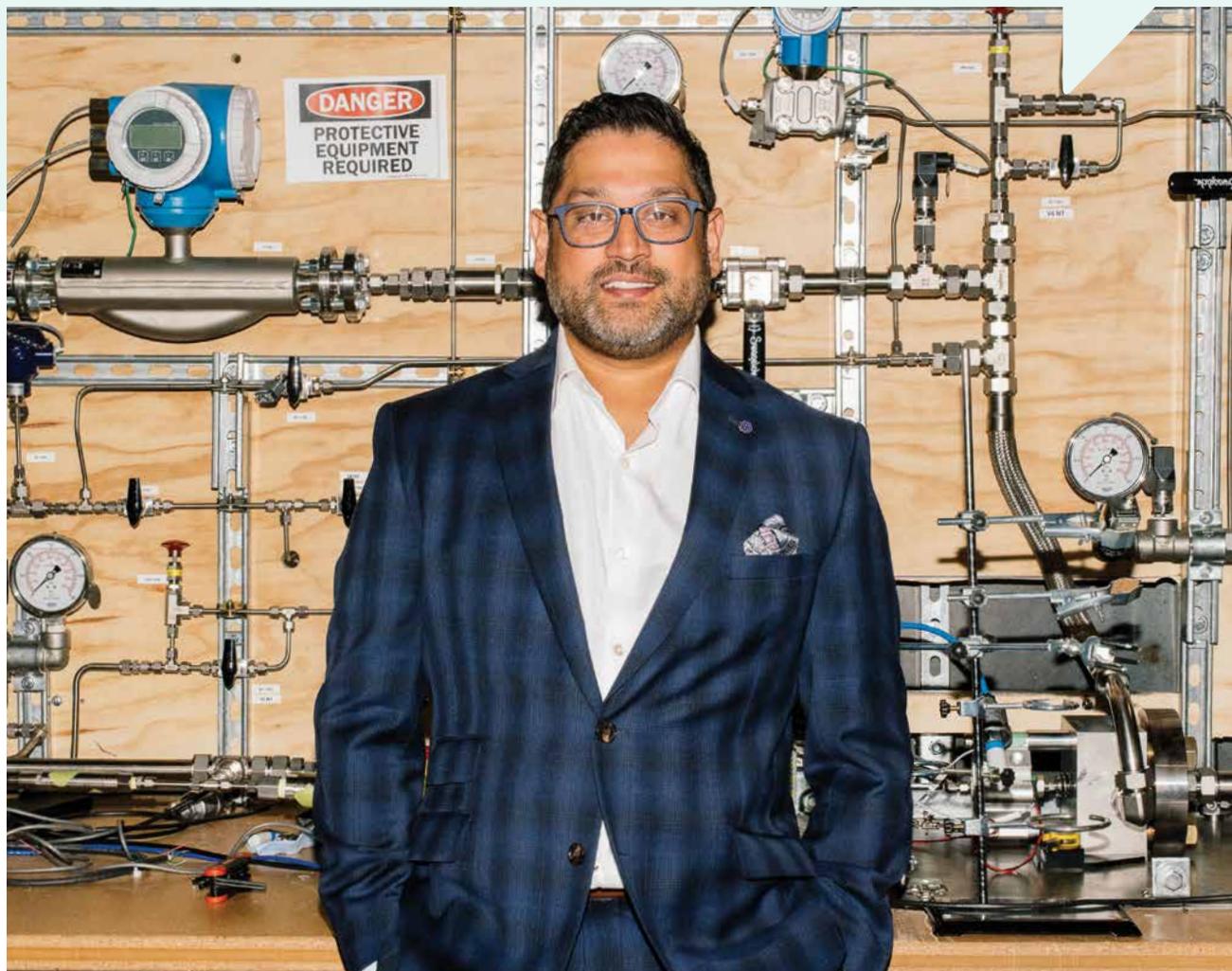
considérer l'ensemble d'une organisation : RH, TI, exploitation, comptabilité. Je veux savoir d'où viennent les chiffres. C'est une passion chez moi, et elle m'a permis de mieux comprendre chaque milieu où j'ai travaillé. »

Harold Burgess a de tout temps été attiré par les valeurs citoyennes et le potentiel de croissance des technologies propres. Il possède aussi une connaissance approfondie de la technologie mise au point par Ekona : une nouvelle méthode pour produire à faible coût de l'hydrogène propre à utiliser dans les domaines du raffinage du pétrole et de la valorisation du pétrole brut. « Grâce

à la pyrolyse du méthane par impulsions, on convertit le gaz naturel en hydrogène et en glace sèche (du dioxyde de carbone à l'état solide), ce qui élimine pour ainsi dire les émissions de CO₂. »

Pour Harold Burgess, travailler dans le domaine des technologies propres n'est pas qu'une voie intéressante à explorer, mais bien une question d'héritage. « Je veux que mes enfants aient un bel avenir et vivent dans un monde sûr, où les ressources naturelles ne sont pas surexploitées. C'est en grande partie ce qui me motive : agir maintenant pour bâtir quelque chose à léguer aux générations futures. »

« Je veux que mes enfants aient un bel avenir, dans un monde sûr qui n'est pas surexploité. C'est en grande partie ce qui me motive. »



Vimali Pathmanathan

Directrice des finances,
Opus One Solutions, Toronto

En décembre 2021, GE Digital a fait l'acquisition d'Opus One Solutions, une entreprise qui conçoit des logiciels visant à faciliter la transition des réseaux électriques aux énergies renouvelables. Vimali Pathmanathan, contrôleuse fraîchement promue directrice des finances d'Opus One, a collaboré avec l'équipe de contrôle diligent de GE Digital. Elle n'a pas lésiné sur la tâche, mais c'est en partie pour mettre à profit ses compétences de CPA et contribuer concrètement au changement qu'elle voulait travailler dans une jeune pousse axée sur les technologies propres.

« Quand je suis arrivée, en 2017, Opus One comptait une vingtaine d'employés. Aujourd'hui, nous sommes une centaine et faisons partie de la grande famille de GE Digital. À l'époque, le directeur financier avait choisi de miser sur la croissance avant d'établir un service des finances. Mais dans le cas d'une jeune pousse écolo, l'argent est le nerf de la guerre : il dicte les décisions courantes de l'entreprise. »

Vimali Pathmanathan s'est surtout consacrée à l'expertise comptable en début de carrière. Elle aimait son travail, mais déplorait de ne pouvoir intervenir qu'après coup. « Chez Opus One, j'ai un rôle à jouer dans la prise de décisions. Le chef de la direction considère le service des finances comme son bras droit. Je détermine, par exemple, si nous disposons des fonds et du personnel suffisants pour développer une gamme de produits. C'est un travail passionnant. »

Les logiciels d'Opus One servent à mettre à niveau les réseaux électriques en y greffant des sources d'énergie renouvelable (solaire ou éolienne). Une façon de procéder consiste à concevoir un réseau exploitant diverses sources, contrairement à ce qui se fait dans une centrale thermique classique. Un réseau décentralisé offre le grand avantage



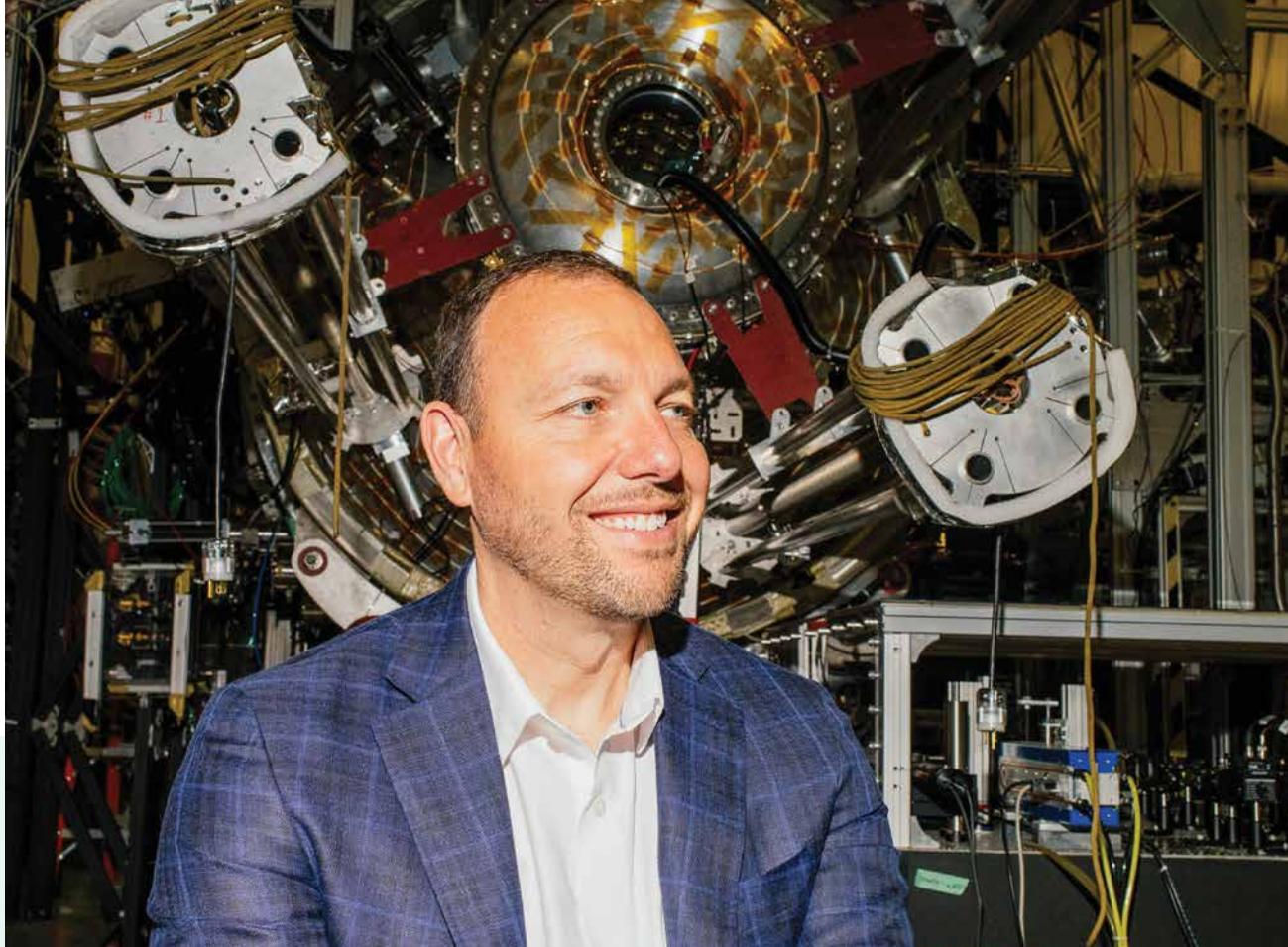
« J'ai un rôle décisionnel à jouer. Le chef de la direction considère le service des finances comme son bras droit. Le travail est passionnant. »

d'intégrer des sources d'énergie associées aux utilisateurs, comme des panneaux solaires résidentiels. Les particuliers et les entreprises sont ainsi encouragés à investir dans les énergies renouvelables.

Une bonne nouvelle pour la décarbonation, mais sur le plan technique, l'exploitation d'un réseau décentralisé est beaucoup plus complexe que celle d'un réseau traditionnel. Or le produit phare d'Opus One (la plateforme GridOS), fondé sur la modélisation avancée des données, permet aux entreprises de services publics de surveiller et de gérer des réseaux décentralisés pour des sociétés comme AusNet Services (Australie),

SP Energy Networks (Royaume-Uni) et Elexicon Energy (Ontario).

Au moment de briguer le poste de contrôleuse, Vimali Pathmanathan ne comprenait pas vraiment la mission d'Opus One, mais elle était attirée par la croissance rapide du secteur. Cinq ans plus tard, elle connaît bien la technologie développée par l'entreprise. « Les changements climatiques nous touchent tous. J'y pense constamment. J'ai évolué depuis mon arrivée à Opus One, et sa mission me tient de plus en plus à cœur. Après tout, nos activités peuvent avoir une incidence directe sur l'avenir de la planète! » →



Greg Twinney

PDG, General Fusion,
Burnaby (C.-B.)

Il y a quelques années, Greg Twinney a préparé un PAPE pour une entreprise technologique, un jalon important pour un chef des finances. Le lancement a coïncidé avec la journée « Emmenez vos enfants au travail », et il était ravi que sa fille aînée puisse y être.

« J'étais sur scène avec le chef de la direction, l'assistance était enthousiaste, et j'étais très fier, se souvient-il. Quand j'ai demandé à ma fille ce qu'elle en pensait, sa réaction a été plutôt tiède. J'étais décontenancé. "Pourquoi réagis-tu comme ça?", ai-je dit. "Vous pensez seulement à l'argent. À quoi bon?", m'a-t-elle répondu. C'a été un sacré coup de semonce. »

Greg Twinney avait déjà plusieurs postes de cadre supérieur en finances à son actif. Après l'épisode du PAPE, il est resté dans le secteur technologique pendant quelques années (comme directeur financier puis directeur de l'exploitation à Hootsuite), mais la réaction de

sa fille le hantait. « Malgré la réussite financière et tout le reste, j'étais insatisfait. Je voulais faire quelque chose pour l'environnement. Lorsque j'ai découvert, par l'entremise d'un chasseur de têtes, les activités de General Fusion, j'ai été séduit par la possibilité d'exercer une influence bien réelle, au-delà du simple aspect financier. »

La mission de General Fusion est pour le moins ambitieuse : produire de l'énergie non polluante à moindre coût que dans le cas d'une centrale alimentée au charbon. La technologie existe déjà : elle repose sur la fusion nucléaire, soit la formation à partir de deux noyaux légers d'un noyau plus lourd, phénomène qui s'accompagne de la libération d'énergie (à ne pas confondre avec la fission nucléaire, exploitée dans les centrales nucléaires, qui est l'inverse).

Les recherches sur la fusion nucléaire remontent aux années 1930. Le développement à grande échelle en vue d'une distribution viable représente un énorme défi d'ingénierie, que General Fusion affirme être en voie de relever. En 2021, l'entreprise a annoncé un partenariat public-privé qui devrait se solder par

l'ouverture d'une usine pilote d'ici 2027.

Selon Greg Twinney, on ne saurait surestimer l'incidence potentielle de ce projet s'il aboutit. Voilà pourquoi il y voit le couronnement de compétences acquises en 27 ans de carrière. « J'ai déjà mobilisé des capitaux, développé des infrastructures, commercialisé des produits et formé des équipes compétentes, dit-il. La fonction finance a la particularité exceptionnelle d'être le fil conducteur qui lie tous les volets d'une entreprise. Je possède l'expérience nécessaire et je m'en réjouis, car sa mise en application à General Fusion fera sans doute pâler tout ce que j'ai fait auparavant. »

Le défi est de taille, mais pour Greg Twinney, le jeu en vaut largement la chandelle. « Commercialiser la fusion nucléaire ne sera pas une mince affaire, mais l'objectif est une puissante motivation. Je dis souvent aux investisseurs qu'il existe des façons plus simples, mais moins valorisantes, de faire de l'argent. Nous sommes enfermés dans des laboratoires depuis longtemps : le moment est venu de développer cette technologie et d'en démontrer l'incroyable potentiel. » ♦

PROTÉGER NOTRE ACTIF LE PLUS PRÉCIEUX

CPA Canada et ses partenaires souhaitent la bienvenue au Canada au Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité.

La mission du Conseil est d'établir un référentiel commun et universel de communication de l'information en matière de durabilité. Ces normes apporteront cohérence et transparence sur les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance des organisations. Une approche longuement attendue qui créera un environnement d'affaires plus sain et qui aura un impact à long terme sur notre actif le plus précieux: la planète.



Des partenaires engagés pour des normes internationales d'information sur la durabilité

Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)
ATB Financial
Autorité des marchés financiers
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada (RBC)
BDO Canada s.r.l. / S.E.N.C.R.L.
Bell
BMO Groupe Financier
Canada Vie
CDPQ

CIBC
Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Conseil de gestion financière des Premières Nations
Deloitte
Ernst & Young LLP (EY)
Fairfax Financial Holdings Limited
Gouvernement du Canada
Gouvernement du Québec

Groupe Banque TD
Le Groupe Co-operators
Le Groupe TMX
Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP)
Investissements RPC
iA Groupe financier
Intact Corporation financière
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Magna International Inc.
Mouvement Desjardins

L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP)
OMERS
PwC Canada
Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario
Scotiabank
Sun Life
Suncor Énergie Inc.
TELUS



COURIR APRÈS L'ARGENT

Lisez une
entrevue avec
José Hernandez,
spécialiste international
de la lutte contre
la corruption, à
[cpacanada.ca/
hernandez](http://cpacanada.ca/herandez)

Rapport de la Commission Cullen : gros ménage antiblanchiment

PAR JOHN LORINC

Entre l'automne 2015 et le printemps 2016, à Richmond, en Colombie-Britannique, des enquêteurs spécialisés perquisitionnent chez Silver International, entreprise de services monétaires (ESM) non autorisée soupçonnée de blanchiment d'argent. Les policiers avaient demandé au directeur des confiscations civiles d'obtenir une ordonnance pour saisir « des espèces en diverses devises excédant 2 M\$, un immeuble résidentiel à Vancouver, des jetons de casino valant 17 800 \$, des cartes-cadeaux totalisant 9 250 \$ et divers biens personnels ».

Un des directeurs de Silver a été arrêté; selon le procureur, l'entreprise avait blanchi plus de 200 M\$. Les ESM sont tenues de s'inscrire auprès du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), mais les entités non autorisées foisonnaient. La région du Lower Mainland était devenue une « blanchisserie » notoire d'argent sale.

Denis Meunier, ancien sous-directeur de CANAFE et ex-directeur général des enquêtes criminelles à l'Agence du revenu du Canada, a déclaré au *Vancouver Sun* en

mars 2019 que CANAFE devrait s'intéresser aux ESM. Les journalistes en avaient relevé des dizaines, non autorisées, établies dans des centres commerciaux et des condos du Lower Mainland.

D'autres éléments viennent compléter la trame de fond : la vente, à Vancouver, de propriétés extrêmement modestes pour des millions de dollars et la présence de joueurs ultra-riches dans les casinos de la région. Résultat : une série d'enquêtes et d'interventions qui ont mené à l'instauration de la Commission d'enquête sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique (Commission Cullen). Son rapport de 1 800 pages a été publié en juin dernier.

L'auteur, le commissaire Austin Cullen, juge à la Cour suprême de la Colombie-Britannique, va droit au but : le blanchiment d'argent dans les milieux de l'immobilier et du jeu « est un problème grave qui exige des mesures fortes et fermes ». En Colombie-Britannique, le blanchiment d'argent est « florissant ».

Le tiers du rapport environ porte sur le secteur du jeu et des courses de chevaux. Les casinos, réglementés par la province, y ont servi à blanchir des centaines de millions



Un tiers du rapport Cullen porte sur le secteur du jeu et des courses de chevaux.

de dollars. En 2014, ces casinos ont accepté « des transactions en espèces d'au moins 10 000 \$ chacune évaluées à plus de 1 G\$ et des transactions qualifiées de suspectes par la British Columbia Lottery Corporation de près de 200 M\$ ».

Parmi les pratiques les plus douteuses, celles des « facilitateurs financiers » (majoritairement de jeunes hommes) prêtant dans les salles de jeu des casinos des liasses de billets aux parieurs fortunés. Il s'agissait, a-t-on appris depuis, d'argent à blanchir, provenant souvent d'activités criminelles en Asie.

● Poigne réglementaire

Les 101 recommandations d'Austin Cullen vont du général au particulier : contrôle plus strict des ESM, des casinos et des courtiers hypothécaires; élaboration de registres de propriété foncière transparents; démantèlement d'obstacles bureaucratiques à la collaboration entre organismes gouvernementaux pour les enquêtes sur le phénomène... La province doit aussi se doter d'un commissaire à la lutte contre le blanchiment d'argent, dont le rôle sera de stimuler la coopération entre les divers intervenants et d'assurer une surveillance stratégique, notamment de la réglementation des activités de ses membres par Chartered Professional Accountants of British Columbia (CPABC).

Selon le commissaire Cullen, la profession comptable est exposée à des risques et à des vulnérabilités en matière de blanchiment d'argent. L'organisme de réglementation

provincial doit en faire davantage, parallèlement au régime fédéral. En outre, il a mentionné la capacité d'autorégulation de CPABC, sa réglementation détaillée de la comptabilité et sa connaissance des activités de la profession. Il l'a cependant exhortée à modifier son code de déontologie pour obliger explicitement les membres à l'informer si CANAFE détermine qu'ils n'ont pas respecté

Le commissaire Cullen est clair : le blanchiment d'argent est un problème grave qui exige des mesures fortes et fermes.

la législation fédérale sur la question. Dans une déclaration faisant suite au dépôt du rapport de la commission, CPA Canada précise qu'elle trouve « encourageant » que le commissaire recommande au gouvernement de se pencher sur les activités des comptables non réglementés (qui ne sont pas CPA), pour décider s'ils doivent être assujettis aux règlements antiblanchiment d'argent et faire l'objet d'une surveillance.

Comme on pouvait s'y attendre, le commissaire Cullen a recommandé au gouvernement britannico-colombien de

s'inspirer de son propre registre de transparence de la propriété foncière pour mettre en place un registre de la propriété effective des entreprises, et de contribuer à la création par le fédéral et les autres provinces d'un registre pancanadien d'ici la fin de 2023. (Le Québec s'est déjà doté d'un tel registre.)

Le rapport comporte également 12 recommandations axées sur la Colombie-Britannique, qui devrait notamment instaurer une formation continue obligatoire sur la lutte contre le blanchiment d'argent, élargir les obligations de déclaration et limiter le montant d'argent liquide que peuvent recevoir les CPA dans le cadre d'un même dossier.

● Inefficacité des organismes fédéraux

Toutefois, les conclusions les plus frappantes d'Austin Cullen concernent les organismes fédéraux comme la GRC et CANAFE : leur travail en matière de lutte contre le blanchiment d'argent est jugé inefficace.

« CANAFE, écrit-il, reçoit de très nombreuses déclarations d'entités des secteurs public et privé, mais transmet peu de dossiers de renseignements aux organismes d'application de la loi. » Sur les 31 millions de déclarations d'opérations douteuses soumises par les institutions financières en 2019 et en 2020, environ 2 000 seulement ont été dirigées vers la GRC, souvent des mois plus tard.

Ainsi, Brock Martland, avocat principal de la commission, se souvient d'enquêteurs de police ayant déclaré que les informations sur l'argent ou les personnes, lorsqu'elles leur parviennent trois mois plus tard, ne sont plus à jour, donc ne sont plus utiles.

● Criminalité financière : point de mire du fédéral

Les conclusions de la commission – résultat du déferlement de transactions douteuses en Colombie-Britannique à partir du milieu des années 2010 – arrivent à un moment particulièrement opportun.

Après des années d'avertissements et de révélations stupéfiantes – le Canada est notamment présenté dans les Panama Papers comme le paradis du « blanchiment à la neige » –, le pays s'est attaqué au problème. Dans son budget le plus récent, Ottawa alloue plus d'argent aux enquêtes sur les crimes financiers et intensifie ses efforts pour établir un registre national de propriété effective des sociétés fermées constituées sous le régime fédéral. Et le Groupe d'action financière (GAFI), qui avait relevé en 2016 de nombreuses lacunes dans le cadre juridique et le régime canadiens, a déclaré avoir constaté des progrès dans son évaluation de l'an dernier.

Le convoi de camionneurs qui a investi Ottawa et des postes frontaliers importants au début de l'année a révélé autre chose. Les médias ont divulgué que les organisateurs utilisaient des comptes de cryptomonnaies et des plateformes américaines afin d'amasser des millions de dollars pour financer les blocus et d'autres activités illégales. Qu'à cela ne tienne! Les autorités fédérales ont déclaré l'état d'urgence et montré qu'elles peuvent surveiller, intercepter et geler les flux d'argent illicites. Puis, en avril,



Un nouvel outil (éventuel)

Stopper les flux financiers illicites grâce aux ordonnances relatives à une richesse inexplicée

Dans la dernière des 101 recommandations de son rapport, la Commission Cullen approuve un concept novateur : l'« ordonnance relative à une richesse inexplicée ». Il s'agit d'un outil prometteur qu'utilisent certains pays pour freiner l'accumulation de richesse par les criminels motivés par le profit, lit-on dans le rapport. Autre avantage : la mesure peut décourager les fonctionnaires étrangers corrompus et divers escrocs de transférer leur fortune illicite en Colombie-Britannique.

Le but d'une telle ordonnance est simple : contraindre une personne soupçonnée de dépenser ou de transférer des fonds d'origine douteuse à dévoiler la provenance de son argent. La mesure peut parfois mener à la confiscation de biens. Depuis le début de la guerre en Ukraine, des oligarques russes expatriés ont fait l'objet de telles ordonnances. Le Royaume-Uni a été parmi les premiers pays à légiférer pour autoriser les tribunaux à utiliser cette procédure contre de riches propriétaires soupçonnés d'avoir acquis des biens sans disposer d'une source de revenus manifeste.

La première personne visée par la nouvelle loi, Zamira Hajiyeva, épouse d'un banquier azerbaïdjanais emprisonné, a tenté de faire annuler l'ordonnance, mais elle a été déboutée en appel devant la Cour suprême en 2020.

Selon Jeffrey Simser, ancien avocat spécialiste de la lutte contre le blanchiment d'argent au gouvernement de l'Ontario, les ordonnances relatives à une richesse inexplicée permettent d'accélérer les enquêtes et s'avèrent bien utiles là où les règles sur la propriété effective ne sont pas très strictes. « Comme l'a précisé le commissaire Cullen, les criminels sont fûtés, et ils ciblent les pays où la réglementation est plus laxiste. »

Pour certains juristes, ces ordonnances soulèvent toutefois des questions. Thomas Cromwell, ex-juge à la Cour suprême du Canada, a souligné devant la commission qu'aucun motif constitutionnel n'empêcherait la Colombie-Britannique d'inscrire l'ordonnance relative à une richesse inexplicée dans sa loi sur la confiscation civile. Cependant, si la demande d'ordonnance vise à confisquer des biens qui pourraient servir à commettre un crime dans l'avenir, la province outrepasserait sa compétence.

« Des dispositions analogues à celles en vigueur au Royaume-Uni ne constitueraient pas une violation abusive d'un droit garanti par la Charte, conclut l'ex-juge, mais le recours à de tels pouvoirs risque de donner lieu à des contestations devant les tribunaux et de limiter dans une certaine mesure leur utilité. » — John Lorinc



Un processus évolutif

Allier intelligence artificielle et méthodes traditionnelles pour mieux détecter des activités criminelles.

Quand la CIBC lance un produit, Marie-Andrée Malo-Mongeau et son équipe essaient de penser comme des blanchisseurs d'argent pour trouver les failles du système. « Quelle pourrait être ici le stratagème frauduleux? » Ex-directrice principale à la CIBC du Groupe de lutte contre le blanchiment d'argent, cette CPA était chargée d'enrayer la circulation de fonds d'origine douteuse. Elle a aussi piloté l'adoption par sa banque d'outils d'IA et d'apprentissage machine pour améliorer ou remplacer les systèmes de vérification traditionnels fondés sur des règles.

C'est une tâche délicate : les organismes de réglementation des institutions financières et les contrôleurs internes ont l'habitude d'utiliser ces systèmes pour cerner les risques. Certes, les algorithmes pourraient être un outil précieux pour détecter des mouvements de fonds anormaux susceptibles d'échapper aux systèmes plus classiques. Mais dans les faits, souligne Marie-Andrée Malo-Mongeau, c'est plus compliqué. « Le déploiement de l'IA et de l'apprentissage machine exige beaucoup de ressources : fonds, compétences, infrastructures, etc. »

Il faut d'abord investir de l'argent pour nettoyer les masses de données accumulées dans les divers services d'une institution financière, dont celles, croissantes,

sur la connaissance du client. C'est seulement quand les données sont exploitables sur machine et relativement sans défaut que l'équipe antiblanchiment peut commencer à déployer les algorithmes conçus pour déceler les opérations douteuses.

Les organisations ne doivent pas s'attendre à remplacer les systèmes fondés sur des règles par des mesures de détection basées sur l'IA. « Nous avons mis en œuvre des systèmes hybrides », précise Drew Galow, directeur général, Gestion des modèles de lutte contre le blanchiment, analytique et apprentissage machine, à BMO Groupe financier. « Nous avons remplacé de 50 à 60 % de nos mécanismes de surveillance fondés sur les règles par l'apprentissage machine et l'analytique avancée. » Si, à la BMO, la conversion a amélioré la productivité des systèmes antiblanchiment de 25 à 35 %, il ajoute que les institutions financières et les sociétés de services monétaires ne doivent pas présumer que ces indicateurs alertent automatiquement les autorités de réglementation. Ainsi, son groupe les rencontre tous les trimestres pour les renseigner sur les mesures techniques prises.

« L'implantation d'un modèle hybride a été un long processus, et mieux vaut préparer les organismes de réglementation. » —John Lorinc

la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes a été modifiée : les plateformes de sociofinancement doivent notamment s'inscrire auprès de CANAFE, établir et maintenir un programme de conformité, et avoir des exigences strictes relatives à la connaissance du client.

« En raison de ces modifications, de nombreuses entreprises de traitement des paiements sont assujetties aux exigences d'inscription des ESM », explique Cindy Zhang, avocate chez Borden Ladner Gervais, spécialisée dans le domaine. « Désormais, un plus vaste éventail d'entreprises de traitement des paiements et de plateformes de sociofinancement doivent s'inscrire auprès de CANAFE. »

● Argent russe

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, peut-être plus que tout autre facteur, a mis au jour les dangers du blanchiment d'argent à grande échelle. La guerre « est un élément tout à fait pertinent », affirme Michele Wood-Tweel, vice-présidente, Affaires réglementaires, à CPA Canada.

« Concernant la Russie et l'Ukraine, deux phénomènes sont à l'œuvre : le risque de blanchiment d'argent explose parce que les Russes essaient d'éviter les sanctions économiques », précise-t-elle. Elle cite également un rapport publié par *The Guardian* en juin : l'inaction du Royaume-Uni a favorisé le blanchiment de fonds de guerre russes. « Nous voyons ainsi le stratagème qu'emploie la Russie depuis des années, le blanchiment d'argent dans des villes comme Londres, par le biais de l'immobilier. On le soupçonnait depuis longtemps, et voilà qu'aujourd'hui, le résultat de tels agissements en toute impunité est manifeste. »

Chaque fois que des sanctions sont imposées, une industrie permettant de les contourner s'organise.

Et l'impunité pourrait perdurer : les oligarques russes et d'autres acteurs se tournent vers les cryptomonnaies et des réseaux complexes de sociétés-écrans (en profitant du laxisme de certaines administrations) pour mettre à l'abri leurs yachts et franchises de soccer.

« Essentiellement chaque fois que des sanctions sont imposées, une industrie permettant de les contourner s'organise », fait observer Janice Stein, professeure d'affaires mondiales et de politique publique à la Munk School of Global Affairs de l'Université de Toronto. « Les sanctions sont presque toujours esquivées, malgré les investissements dans les contrôles. Reste à voir dans quelle mesure. »

Le Canada n'est pas à l'abri du blanchiment de fonds russes. James Cohen, directeur général de Transparency

International Canada, rappelle le cas de sociétés en commandite fictives immatriculées en Alberta qui faisaient partie de la tristement célèbre « blanchisserie azerbaïdjanaise » (système d'acheminement de produits de la criminalité liés à la famille au pouvoir). « Nous sommes à un moment décisif, non seulement en Colombie-Britannique et au Canada, mais à l'échelle mondiale, dit-il. Ottawa doit lire les conclusions [du commissaire Cullen]. Le fait que le premier coup asséné par le commissaire dans le résumé du rapport vise le gouvernement fédéral est révélateur. »

« L'évaluation du GAFI et le rapport Cullen montrent que le Canada a encore du chemin à parcourir », ajoute Sue Ling Yip, associée, Services-conseils – Gestion des risques et crime financiers, chez KPMG Canada. « Je tiens cependant à dire que je vois des pas dans la bonne direction. » Elle précise que CANAFE a embauché des experts techniques et semble prêt à mettre les technologies au service d'une réglementation et d'une application plus efficaces.

Bien que le financement de CANAFE ait augmenté dans les derniers budgets fédéraux, comme le rappelle Michele Wood-Tweel, l'organisme manque de ressources par rapport à l'étendue de son mandat, estime Cindy Zhang.

● Actifs virtuels faciles à cacher

En juin 2021, une des principales bourses de cryptomonnaies au monde, Binance, a annoncé à ses investisseurs son intention de mettre fin à ses activités en Ontario. Les autorités de réglementation avaient tenté d'amener cette société des îles Caïmans à s'inscrire auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO).

Comme de nombreux régulateurs du système financier, la CVMO s'inquiétait de l'utilisation des plateformes de cryptomonnaies pour le blanchiment d'argent, la fraude fiscale et d'autres pratiques favorisées par l'anonymat promis par les monnaies virtuelles. À ce moment, d'immenses capitaux affluaient dans les fonds de cryptomonnaie, y compris les plateformes grand public telle Wealthsimple, ainsi que dans les cryptoactifs négociés en bourse.

Les préoccupations n'étaient pas injustifiées. Début juin 2022, une enquête de Reuters a révélé que Binance était devenue une « plaque tournante » pour « les pirates, fraudeurs et trafiquants de drogue », ce que les responsables de la conformité de la société ont fermement démenti. L'enquête présentait des cas comme celui de pirates nord-coréens qui avaient dévalisé les portefeuilles d'une petite bourse de cryptomonnaies slovaque et vite blanchi les produits du vol grâce à de nouveaux comptes Binance.

Pour les non-initiés ou ceux qui ne suivent pas de très près les développements touchant le monde des monnaies virtuelles, sa complexité semble déroutante : prolifération des jetons et des bourses, explosion des technologies et des variantes (cryptomonnaies stables, plateformes de finance décentralisée ou DeFi, prêts instantanés, transactions entre chaînes, etc.). Un contexte qui permet aux fonds illicites provenant, par exemple, d'attaques par rançongiciel de se faufiler dans ce labyrinthe en laissant peu de traces de leurs origines.

Lors d'une conférence d'Europol sur les cryptomonnaies et la criminalité financière, un expert en sécurité a expliqué comment des « contrats intelligents » pouvaient rediriger automatiquement les produits de la criminalité déposés dans un portefeuille vers des dizaines de comptes anonymes de diverses cryptobourses.

Sue Ling Yip fait une mise en garde : le marché des cryptomonnaies, malgré les fluctuations récentes, ne doit



Le rapport recommande la création d'un registre de la propriété foncière.

pas être considéré comme un espace envahi par les activités illégales. « Des idées erronées circulent à ce sujet. Il ne faut pas conclure que c'est l'anarchie. Il y a des lignes directrices et un certain encadrement. »

« La situation est complexe pour les régulateurs : leurs équipes ont du mal à rester au fait de l'évolution rapide du contexte », ajoute Kareem Sadek, associé, Services-conseils, de l'équipe Chaîne de blocs et cryptoactifs à KPMG. « Il peut être difficile de déterminer par où commencer, mais les tendances du marché permettent de cibler les domaines d'intérêt. Pensons aux jetons stables, aux échanges, aux bourses, aux mineurs et aux sociétés de minage. »

Les modifications réglementaires promulguées en juin 2021 ont élargi la définition des ESM : elle comprend maintenant tout courtier de monnaies et d'actifs virtuels. Ces ESM doivent ainsi obtenir des titulaires de comptes les données nécessaires pour la connaissance du client. Mais de nombreuses bourses de cryptomonnaies reçoivent ces données de manière électronique, et la rigueur de ce processus automatisé varie.

« J'ai communiqué avec beaucoup de propriétaires de portefeuilles de cryptomonnaies », dit Cindy Zhang, qui a aussi créé son propre portefeuille pour étudier le processus de vérification à distance. « Je voulais comprendre ce qui avait été fait au chapitre de la connaissance du client. Ils ne savaient pas de quoi je parlais! Que leur avait-on demandé quand ils ont ouvert leur compte? De prendre une photo et de l'envoyer. Un système loin d'être à toute épreuve. »

de chevaux, son rapport contient des critiques sévères sur le monde des actifs virtuels. Le commissaire conclut qu'il existe « de nombreux mécanismes permettant de renforcer l'anonymat des transactions illicites en cryptomonnaies », et que les enquêteurs doivent suivre les traces numériques des opérations réalisées dans une chaîne de blocs pour déterminer la source des fonds suspects. Par ailleurs, ajoute-t-il, l'écheveau que représentent les règles canadiennes sur la propriété effective ne couvre pas les actifs virtuels. Il recommande une réglementation plus stricte des ESM et des bourses de cryptomonnaies.

Brock Martland, un des avocats de la Commission, est affirmatif : « La cryptomonnaie comporte des risques que le futur commissaire à la lutte contre le blanchiment d'argent de Colombie-Britannique devra suivre de près [la création de ce poste est proposée dans le rapport]. »



La guerre en Ukraine a renforcé le risque de blanchiment d'argent par la Russie.

José Hernandez, CPA, expert en matière de lutte contre le blanchiment et chef de la direction d'Ortus Strategies, a représenté CPA Canada devant la Commission Cullen. Il signale un autre problème de conformité : contrairement aux grandes institutions financières, de nombreuses bourses de cryptomonnaies n'ont pas l'expérience ni le poids nécessaires pour endiguer les activités illicites. « Elles s'efforcent de ne pas faciliter le blanchiment de fonds, mais il leur est difficile de faire face à un ensemble complexe de règles. La réglementation ne doit pas entraver l'innovation, certes, mais il est important d'identifier l'autre partie à une transaction. »

Si la Commission Cullen devait d'abord et avant tout examiner la question du jeu, de l'immobilier et des courses

● **Changement de cap**

Les attentes face aux travaux de la Commission Cullen étaient considérables; reste à voir la suite. Le rapport, généralement bien accueilli, a fait les manchettes, mais il ne faut pas oublier qu'au moment de sa publication, la guerre a obligé la planète à s'interroger sur l'impact des produits de la criminalité.

Les conclusions de la commission visaient principalement le gouvernement fédéral et la Colombie-Britannique, mais elles devraient aussi trouver un écho auprès, notamment, des membres de l'Assemblée législative de l'Ontario, préoccupés par l'afflux d'argent dans l'immobilier de la province.

La commission a également formulé plusieurs recommandations axées sur la profession d'avocat. CPA Canada collabore avec l'International Federation of Accountants (IFAC), qui combat avec l'International Bar Association la criminalité financière et le blanchiment d'argent. De l'avis

de Marc Tassé, CPA, professeur de gestion et de droit à l'Université d'Ottawa, tout comme la profession comptable, l'Association du Barreau canadien doit se pencher sur les questions soulevées par la commission.

Pour sa part, Brock Martland estime que l'assujettissement des avocats au régime réglementaire de CANAFE génère de véritables difficultés, et que ce sont les gouvernements provinciaux, et non Ottawa, qui devraient adopter des réformes.

Une chose est claire, toutefois : le contexte qui a fait du Canada un paradis du secret n'est plus. Selon Michele Wood-Tweel, la situation continuera d'évoluer, et la lutte contre le blanchiment d'argent connaîtra de nombreux développements en 2022-2023. ♦



Rabais de 75 % sur QuickBooks¹

Gardez la maîtrise de vos
finances et gagnez en moyenne
25 heures par mois²

Inscrivez-vous dès maintenant.

1. Le rabais ci-dessus est offert uniquement aux nouveaux clients de QuickBooks pendant les 3 premiers mois de l'abonnement et ne peut être jumelé à aucune autre offre de QuickBooks en ligne. Le prix de l'abonnement mensuel exclut la TPS/TVH. L'offre est valide pour un temps limité et s'adresse aux nouveaux clients de QuickBooks en ligne seulement.

2. Selon un sondage réalisé en août 2020 auprès de PME qui utilisent QuickBooks en ligne.

En savoir plus :

https://quickbooks.grsm.io/CPA_fr





Un pari **audacieux**



La légalisation des paris sportifs au Canada ouvre la porte aux profits et aux partenariats pour les nouveaux comme pour les habitués, mais le risque est toujours de la partie.



Michael Naraine, comme bien des Canadiens, regarde presque tous les matchs des Blue Jays de Toronto à la télévision. Il veut, bien sûr, que son équipe gagne, mais il a surtout un œil sur les décisions de l'arbitre derrière le marbre. Professeur agrégé à la faculté de gestion du sport de l'Université Brock, ce partisan des Blue Jays adore parier non seulement sur les matchs, mais aussi sur l'issue de chaque lancer.

Lors d'un match entre les Blue Jays et les Red Sox de Boston, en juin, il a parié 10 ¢ sur chaque lancer en temps réel. Une balle par-ci, une prise par-là. C'était amusant, jusqu'à ce qu'il se rende compte qu'il perdait de l'argent. Il s'est alors dit : « Je mise 3 \$ sur le prochain lancer. Ce sera une balle. » Il a vu juste. Ces 3 \$ gagnés ont compensé tous les 10 ¢ perdus.

Michael Naraine est parieur sportif depuis l'adolescence : baseball, hockey, formule 1 (avec sa femme), etc. Or, depuis le lancement de Jeux en ligne Ontario, le 4 avril dernier, lui et ses concitoyens peuvent utiliser des sites et des applications d'ici pour miser sur des matchs ou des jeux particuliers. Avant, les parieurs devaient passer par des sites américains, britanniques ou australiens. Bien qu'ils puissent encore jouer sur des plateformes étrangères comme DraftKings, maintenant légales au Canada, ils peuvent aussi le faire sur theScore Bet. Ce site a été lancé en 2019 par theScore, une ancienne chaîne de sport devenue entreprise torontoise d'information et de jeu.

PAR BRYAN BORZYKOWSKI



« Grâce aux paris, le sport devient plus captivant, plus personnel, et c'est ce que les ligues veulent », explique Michael Naraine. Voilà pourquoi de plus en plus de gens misent sur la victoire d'une équipe... ou la couleur du Gatorade qui sera versé sur la tête de l'entraîneur de l'équipe gagnante au Super Bowl.

Toutefois, les paris peuvent entraîner une dépendance et des pertes financières importantes, selon des experts. Quand on mise par match, par exemple, les petits montants s'additionnent lentement mais sûrement. De plus, comme l'accès aux sites de paris sportifs est facile, certains joueurs tentent de façon irréflechie de regagner l'argent perdu en passant d'un site à l'autre.

Ouvrir le jeu

La légalisation des paris sportifs ne date pas d'hier. En 1992, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) a créé Proline, où l'on pouvait parier sur trois à six événements à la fois. Autre produit de l'OLG, Point Spread permettait de miser sur l'écart de pointage entre le gagnant et le perdant, ou sur l'issue de certains jeux.

4

Milliards de dollars dépensés en ligne par les Canadiens sur le « marché gris », en paris

Or, le 27 août 2021, le fédéral a modifié le *Code criminel* afin d'autoriser les paris sur un seul match, et les provinces peuvent désormais délivrer des permis de jeu à des entreprises privées. Jusque-là, le secteur des paris sportifs était sous contrôle gouvernemental, et le jeu rapportait chaque année 300 M\$ à l'OLG. En obligeant les joueurs à faire des paris triples, on diminue leurs chances de gagner. Les plus expérimentés éviteront de tomber dans le piège, mais se laisseront sûrement tenter par les paris simples. Qui dit grosses sommes dit aussi grosses pertes, ce qui est lucratif pour la maison.

Depuis le lancement de Jeux en ligne Ontario, les paris sportifs ont explosé. Plus de 70 entreprises ont acheté un permis, au coût d'environ 15 000 \$, et plusieurs ont mis en ligne un site Web proposant de tout : des paris sur le gagnant d'une partie aux paris propositionnels.

L'Ontario est la première province canadienne à avoir légalisé de tels paris sportifs, mais d'autres emboîteront peut-être le pas. « Le secteur canadien des jeux et du divertissement est sur le point de subir une importante transformation qui pourrait mener à de nouvelles



10

Milliards de dollars dépensés au Canada en paris sportifs uniques par le biais de réseaux criminels

occasions de croissance, réduire les activités liées aux paris illégaux, et générer de nouveaux revenus pour les gouvernements et les organisations », rapporte Deloitte dans un article publié sur son site Web. Le marché du pari unique, peut-on y lire, pourrait représenter 28 G\$ d'ici cinq ans.

Récupérer l'argent

On peut faire le parallèle avec la légalisation du cannabis, dont le but était de freiner le commerce illicite. Les administrations et les entreprises privées récoltent de l'argent qui, de toute façon, aurait été dépensé. Depuis plusieurs années, pour parier pendant un match ou faire un pari unique, on devait se tourner vers les réseaux criminels ou les entreprises étrangères. D'après



« Grâce aux paris, le sport devient plus captivant. »

la Canadian Gaming Association, la population canadienne dépense environ 10 G\$ annuellement en paris uniques par l'intermédiaire de réseaux criminels, et 4 G\$ sur le « marché gris », à savoir les entreprises implantées dans des pays où ces activités ne sont pas réglementées localement.

Au moment où le Canada a modifié le *Code criminel*, les paris légaux prenaient d'assaut les États-Unis. En 2018, la Cour suprême avait invalidé une loi fédérale de 1992 qui interdisait

les paris sportifs commerciaux dans la plupart des États, et avait ainsi donné aux États le pouvoir de légaliser les paris uniques. Le Delaware a ouvert le bal, puis 30 autres États l'ont suivi.

Établir des partenariats

Le marché des paris sportifs évolue, et notre rapport au sport aussi. De nombreux fervents ne se contentent plus de regarder les matchs : ils veulent entrer dans l'action. C'est du moins l'avis de Jared Beber, CPA et PDG de l'entreprise torontoise Sports Venture Holdings, propriétaire de Bet99. Selon lui, parier sur les sports, c'est comme aller au cinéma : « Pourquoi va-t-on au cinéma? Pour vivre une expérience. Les paris sont un moyen de vivre le sport plus intensément. On peut interagir indirectement avec les athlètes et encourager son joueur préféré de manière plus concrète. »

Les paris en ligne pourraient même transformer les sports. Depuis la légalisation des paris uniques aux États-Unis, les ligues et les équipes sportives ont noué des partenariats avec des entreprises de jeu – une idée inimaginable il y a quelques années (le moindre lien entre une équipe et le jeu aurait provoqué un tollé).

Ainsi, DraftKings, une des plus importantes entreprises de jeu en ligne du monde, a signé un contrat avec de grandes organisations comme la NBA, la NASCAR et la Ligue majeure de baseball. En avril, Maple Leafs Sports & Entertainment, propriétaire des Maple Leafs et des Raptors, notamment, a conclu une entente pluriannuelle avec PointsBet, une entreprise australienne installée dans le marché canadien depuis la légalisation des paris en ligne. La LNH a aussi une participation dans l'entreprise.

Ces partenariats sont une occasion en or pour les équipes sportives de consolider les liens avec leurs partisans, et pour le marché du pari d'attirer des amateurs de sport, un marché colossal, rapporte Jared Beber. La collaboration des deux parties est multiple : elles échangent des données recueillies par les ligues et les équipes dans les dernières années; créent des offres expérientielles pour les parieurs, comme une section réservée dans les estrades; etc. Lors de l'Omnium canadien RBC de cette année, theScore Bet a proposé 22 sièges suspendus à 30 m au-dessus du 18^e trou à ses clients ayant un compte actif.

Affronter la concurrence

Il y a un autre parallèle à faire avec le secteur du cannabis : la quantité phénoménale de choix offerts – les activités de jeux en ligne se multiplient. Ainsi, la concurrence est féroce, et il est difficile pour ces entreprises, et leurs investisseurs, de générer des profits. « Ces entreprises ont

dû, dès le départ, consacrer beaucoup d'argent au marketing; cela explique pourquoi leur valeur en bourse s'est effondrée », souligne Chad Beynon, analyste à Macquarie. « Personne ne veut investir dans une entreprise qui n'est pas rentable. »

Penn National Gaming, propriétaire de Barstool Sportsbook, a acheté theScore en août 2021 pour la somme de 2,4 G\$; elle a vu la valeur de ses actions chuter de près de 40 % cette année. L'entreprise pennsylvanienne rapporte que sa division des paris sportifs en ligne va probablement perdre 50 M\$ US de recettes en 2022, car elle continue d'étendre ses activités et son parc d'infrastructures en prévision de l'arrivée de nouvelles technologies à l'interne et de son entrée dans de nouveaux marchés. Le 1^{er} juillet, Penn National Gaming a mis fin aux activités de theScore Bet aux États-Unis, car de l'avis de certains analystes, l'intérêt n'était pas au rendez-vous. Ainsi, Barstool se concentrera sur le marché américain, et theScore Bet, sur le marché canadien.

Bet99 n'a pas un portefeuille aussi bien garni que ses concurrents DraftKings et Penn National Gaming, et ne peut pas se payer autant de publicité. Son propriétaire, Jared Beber, s'interroge cependant sur la place qu'occupe la publicité dans l'industrie et sur la perception qu'en auront les personnes qui n'ont même pas encore fait leur premier pari. L'entrepreneur croit qu'il y aura une prise de conscience quant aux techniques publicitaires et leurs répercussions sur le secteur : « Il faudra revoir le mode de présentation des publicités, mais aussi leur quantité et leur fréquence. Beaucoup de nos concurrents en mettent partout; je pense qu'il faut être plus stratégique. »

Réglementer le secteur

En effet, certains marchés de paris en ligne bien établis veulent réduire leurs activités de marketing, notamment en raison de la hausse des problèmes amenés par le jeu. Un rapport de 2021 de la firme londonienne YouGov, spécialisée en analyse de marché et de données, a révélé que le taux de dépendance au jeu pourrait être neuf fois plus élevé que ce que déclare l'industrie. Dans les dernières années, le Royaume-Uni, qui a revu ses lois sur les paris sportifs en 2005, a commencé à encadrer la promotion. En 2018, il a interdit les publicités après le début des matchs. Et depuis le 5 avril, les entreprises britanniques n'ont plus le droit de faire affaire avec des personnalités (sportifs, influenceurs, vedettes de télé-réalité) pour vendre leurs produits, en partie pour ne pas attirer les jeunes vers les paris en ligne.

2,4

Milliards de dollars déboursés par Penn National Gaming pour l'achat de theScore en 2021



Chad Beynon ajoute qu'à certains endroits, le nombre de paris par personne est limité : « Dans certains marchés, si vous avez l'habitude de parier 10 \$ à chaque partie et que, tout à coup, vous misez 200 \$ sur trois parties, vous recevez un avertissement. Une personne chargée de la gestion du risque peut même vous empêcher de parier. »

L'analyste fait remarquer que les entreprises font moins d'argent à cause de ces règles, et précise que le Canada et les États-Unis devraient surveiller de près la situation à l'étranger. « Ces règles ont eu un effet négatif sur la valeur des sociétés cotées en bourse au Royaume-Uni, souligne-t-il. On ne voit pas ça encore aux États-Unis, mais ce genre de restriction pourrait expliquer la baisse de valeur. »



Les partenariats offrent des occasions en or aux équipes sportives et au marché du pari.

Ce qui inquiète ou rapporte davantage, selon le côté où l'on se trouve, c'est que le but ultime de la majorité des entreprises n'est pas de faire dépenser plus aux parieurs sportifs. Souvent, les gros joueurs sont aussi adeptes de blackjack, de poker et de roulette. Sur theScore Bet, par exemple, on peut jouer à toutes sortes de jeux de casino et de jeux de table populaires.



Miser gros... au casino

Contrairement au cannabis, qui, d'après la plupart des experts, n'incite pas à la consommation de drogues dures, les paris sportifs peuvent, selon les données disponibles, entraîner une dépendance au jeu, prévient Michael Naraine. Beaucoup d'entreprises se servent d'athlètes connus (comme BetMGM, qui a pour ambassadeur Wayne Gretzky) pour inviter les internautes à se créer un compte et à recevoir un crédit de 25 \$ utilisable dans les machines à sous virtuelles. « J'ai déjà joué à la roulette et au blackjack sur ces applications, qui sont accessibles en tout temps, dit-il. Il y a même une caméra qui filme le croupier en train de brasser vos cartes en direct. »

Les joueurs adeptes de paris sportifs doivent attendre qu'il y ait un match pour parier, alors qu'au casino, on peut jouer n'importe quand. « Les casinos récoltent beaucoup d'argent parce qu'on y fait une multitude de microtransactions aux machines à sous, à la roulette et au blackjack... et on n'a pas à attendre 19 h pour savoir ce qui va se passer! »

Il est encore tôt pour prédire l'évolution du secteur canadien du jeu, mais il y aura certainement

40

Pourcentage de la baisse de valeur des actions de Penn National Gaming cette année

une consolidation de la clientèle : les gros acteurs prendront de l'aplomb, et les petits ne pourront pas suivre, dit Chad Beynon. Pour sa part, Jared Beber veut faire croître Bet99 de manière responsable, soit en trouvant l'équilibre entre le marketing et la croissance tout en ayant une vision à long terme.

« La pérennité est ce qui compte le plus, dit-il. L'idée n'est pas de jeter l'argent par les fenêtres, mais de trouver le juste milieu entre la rentabilité et la croissance. »

Comment y arrivera-t-il? On ne le sait pas encore. « Je ne veux pas dévoiler mon jeu à mes concurrents », admet-il. Il espère que Bet99 se démarquera en s'intéressant aux marchés locaux, peut-être en mettant l'accent sur les sports et les équipes qui ont la cote dans différentes villes.

En bon universitaire, Michael Naraine surveille de près l'évolution du secteur des paris sportifs. Mais pour l'heure, une seule chose l'intéresse : gagnera-t-il son premier pari postlégalisation? « J'ai parié que les Blue Jays finiraient premiers dans la division est de la Ligue américaine. Ça n'en prend pas le chemin pour l'instant. » ♦

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] **vrai** [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] **ou** [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] **faux?** [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

À l'ère du numérique, où tout bouge rapidement, il devient de plus en plus difficile de discerner la vérité. N'y a-t-il rien à faire contre les fausses nouvelles?

Par Ali Amad

Pas une minute ne passe sans qu'on nous bombarde d'informations, à une vitesse qui excède notre capacité à les traiter : fils d'actualité des réseaux sociaux, notifications des applications... Ce déluge d'informations – et les intentions sous-jacentes – suscite des préoccupations, notamment en ce qui concerne les médias auxquels nous nous abreuons.

Quasi inexistante dans la langue courante en 2016, l'expression « fausse nouvelle » a pris du galon à la suite d'une campagne de propagande russe qui aurait influencé les résultats de l'élection présidentielle aux États-Unis. En 2017, le *Collins Dictionary* choisissait même « fake news » comme mot de l'année. Depuis, les fausses nouvelles continuent d'être une menace. Le printemps dernier, la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard publiait les résultats d'une enquête auprès de plus de 150 000 répondants de 142 pays sur les craintes concernant les fausses nouvelles en ligne. Le sondage a révélé que près de 60 % des participants s'inquiétaient de la mésinformation, avec un pourcentage supérieur chez les jeunes et les groupes à faible revenu.

Les fausses nouvelles font partie des défis qui se présentent à la société aujourd'hui, souligne Jeffrey Dvorkin, chargé de recherche principal au Collège Massey et ancien directeur du programme de journalisme à l'Université de Toronto

à Scarborough. « Submergés par ce flot d'informations et l'explosion des sources de nouvelles en marge des grands médias traditionnels, les gens ne savent plus qui, ni quoi, croire. Et ils sont inquiets. »

« C'est là qu'intervient le professionnel comptable », dit Gord Beal, FCPA, vice-président, Recherche, orientation et soutien, à CPA Canada. « Pour s'y retrouver dans ce chaos d'informations peu fiables, un leadership axé sur l'éthique sera nécessaire. Nous ne sommes pas la seule solution, mais la capacité des CPA à instaurer la confiance à l'égard de l'information financière pourrait s'étendre à un éventail de données beaucoup plus large. »

Dans son livre *Trusting the News in a Digital Age: Toward a "New" News Literacy*, publié en 2021, Jeffrey Dvorkin explique que les fausses nouvelles peuvent prendre deux formes : la mésinformation et la désinformation. « Tout dépend de l'intention. Quand votre oncle Fred porte à votre attention une information intéressante trouvée sur Internet, mais qui provient d'une source douteuse et se révèle fausse, on parle de mésinformation. » En revanche, la désinformation vise délibérément à tromper le public. L'auteur diffuse une information qu'il sait fausse pour diverses raisons : discréditer un rival, escroquer les consommateurs ou simplement semer la peur ou la panique morale. « C'est dans la désinformation que réside le vrai danger pour la société », ajoute Jeffrey Dvorkin.

La désinformation à travers les âges

La désinformation n'est pas un phénomène nouveau. Dans la Rome antique, il y a plus de 2 000 ans, peu après l'assassinat de Jules César, son fils adoptif et petit-neveu Octave a manipulé l'opinion publique en décrivant l'ivrognerie et le mépris des valeurs romaines traditionnelles de son rival, Marc-Antoine. Disposant des moyens limités de son époque, Octave s'est servi de discours et de slogans gravés sur des pièces de monnaie pour relayer sa propagande. Au terme d'une longue guerre civile, Octave finira par vaincre Marc-Antoine et devenir le premier empereur romain, en 27 av. J.-C.

Depuis, les méthodes de diffusion de l'information – vraie ou fausse – ont gagné en complexité et en rapidité. « Même avant Internet, l'influence de la technologie sur la culture était inéluctable, dit Jeffrey Dvorkin. L'invention du télégraphe, de la radiodiffusion, puis de la télévision, montre comment l'instantanéité croissante de l'information a toujours ébranlé le système. »

La première secousse sismique se produit en Allemagne au xv^e siècle : Johannes Gutenberg invente la première presse à caractères mobiles en Occident. L'imprimerie est née. Soudainement, la Bible, dont la rédaction à la main était autrefois un travail laborieux de plusieurs années, peut être imprimée en quelques semaines. Cette percée technologique stimule l'alphabétisation et

Des manifestants marchant à Ottawa en appui au « convoi de la liberté », le 1^{er} juillet.



PHOTOS GETTY

Après son départ du Bureau ovale, une des premières apparitions de Donald Trump, lors d'une convention républicaine en Caroline du Nord en juin 2021.



« Nous sommes submergés par ce flot d'informations et l'explosion des sources de nouvelles en marge des grands médias traditionnels. »

propulse la diffusion des idées, ce qui mène aux Lumières et à la révolution scientifique. Néanmoins, la démocratisation de l'information et l'augmentation de la vitesse d'impression permettent aussi de répandre rapidement de dangereux mensonges. Parfois, ces mensonges sont inoffensifs, comme le grand canular lunaire de 1835 : de nombreuses personnes se laissent convaincre que la Lune est habitée par des humanoïdes dotés d'ailes de chauve-souris. Mais la plupart du temps, ces faussetés ont des visées destructrices. Un des exemples les plus tragiques remonte aux années 1920 et 1930 : les nazis distribuent de la propagande pour alimenter l'antisémitisme... qui entraînera la mort de millions de juifs durant l'Holocauste.

L'information à l'ère numérique

De nos jours, où des milliards de personnes ont accès à Internet, l'étendue et l'incidence des avantages et inconvénients de l'instantanéité de l'information augmentent de façon spectaculaire.

La présidence de Donald Trump a mis en évidence l'omniprésence de la mésinformation et de la désinformation : négation des changements climatiques, thèse de la Terre plate et mouvement QAnon, montée de l'hystérie antivaccin durant la pandémie de COVID-19. Depuis deux ans, des articles et publications dans les médias sociaux répandent une propagande antivaccin et des théories conspirationnistes à propos de la COVID-19 : la dissimulation des prétendues vertus miraculeuses de l'ivermectine, la création des vaccins par Bill Gates dans le but d'implanter une micropuce dans chaque être humain... et même des rumeurs voulant que cette maladie soit une pure fable!

Ces efforts de mésinformation et de désinformation accentuent la polarisation de la société et renforcent les partis pris dans nos chambres d'écho respectives. Ainsi, selon la source d'information consultée, le convoi de la liberté ayant paralysé Ottawa apparaît comme une tentative de renversement ou l'effort ultime pour défendre la liberté contre un régime autoritaire.

La méfiance envers les gouvernements

Parallèlement à cette explosion de la mésinformation et de la désinformation, durant la dernière décennie, la confiance du public envers les gouvernements et les géants de la techno s'érodait. En 2013, le lanceur d'alerte Edward Snowden déclenchait une controverse en orchestrant une fuite de renseignements protégés qui laissait entrevoir ce que beaucoup soupçonnaient déjà : des gouvernements qui travaillaient peut-être ensemble pour nous espionner à grande échelle. Cinq ans plus tard, la collaboration de Facebook avec Cambridge Analytica ainsi que sa présumée influence lors du référendum sur le Brexit et l'élection présidentielle américaine de 2016 soulevaient l'indignation du public. L'année suivante, Sidewalk Labs – société sœur de Google – s'attirait de vives critiques en raison de son projet de quartier intelligent dans le secteur riverain de Toronto. Les politiciens

et militants locaux s'inquiétaient de l'utilisation potentielle des données recueillies. Sidewalk Labs a retiré sa proposition en 2020, en invoquant l'incertitude économique associée à la COVID. Mais selon ses opposants, cette volte-face était plutôt motivée par les craintes des gouvernements en matière de protection des renseignements personnels. Quant à l'omniprésente TikTok, au départ une application de divertissement, on la soupçonne même d'être un logiciel espion chinois.

« On ne peut pas "désinventer" Internet ni effacer les défis qu'il a engendrés », fait observer Jeffrey Dvorkin. Que faire, alors? Trouver des solutions.

Le 2 février 2021, dans le cadre de son initiative Voir demain : Réimaginer la profession, CPA Canada invitait plus de 100 leaders du monde des affaires et de la profession comptable à une table ronde virtuelle mondiale pour débattre d'enjeux éthiques pressants en cette ère de changements numériques rapides et complexes. Étaient présents des représentants de l'International Federation of Accountants (IFAC), de l'International Ethics Standards Board for Accountants (IESBA) et de l'Institute of Chartered Accountants of Scotland (ICAS). L'inquiétude croissante à l'égard de la mésinformation et de la désinformation ainsi que le rôle des partis pris dans l'exacerbation de leurs effets négatifs étaient au cœur de la discussion.

« Plus les perturbations liées à la technologie et leurs répercussions sur l'ordre sociopolitique et économique mondial s'intensifient, plus les CPA doivent fonder leurs décisions sur de l'information fiable », précise Laura Friedrich, FCPA et conseillère technique à l'IESBA, qui a fait une allocution à la table ronde. « Conclusion? Il faut trouver les meilleures méthodes pour utiliser les mégadonnées de façon adéquate et sécuritaire. »

Prendre conscience des partis pris

Sous la direction de Gord Beal, de CPA Canada, Brian et Laura Friedrich se sont inspirés d'idées glanées lors de la table ronde pour rédiger le rapport *Partis pris, mésinformation et désinformation : les reconnaître pour mieux les combattre*, publié en février dernier et troisième d'une série de quatre documents. Les auteurs y abordent la manière dont les CPA peuvent relever les principaux défis éthiques posés par les systèmes automatisés régis par l'intelligence artificielle, l'omniprésence des réseaux sociaux et la méfiance du public envers gouvernements et médias.

« Le plus grand défi consiste à reconnaître que nous avons tous des opinions fondées sur nos antécédents et expériences », dit Brian Friedrich, FCPA, membre du conseil de l'IESBA et président du Groupe de travail sur la technologie créé par cet organisme. « Plutôt que de les considérer comme quelque chose de mal ou d'inconvenant, nous devons voir les partis pris comme un trait humain normal afin de pouvoir cerner et atténuer les effets néfastes qu'ils peuvent avoir sur nos décisions. »

Plus la technologie crée des perturbations, plus les CPA doivent fonder leurs décisions sur de l'information fiable.

Les opinions préconçues se trouvent aussi dans les systèmes automatisés qu'emploie le monde des affaires pour analyser les mégadonnées. Si les processus d'IA et d'apprentissage machine utilisés par ces systèmes semblent objectifs à première vue, il ne faudrait pas oublier qu'ils reposent sur les présomptions et objectifs opérationnels de leurs concepteurs. Selon Laura Friedrich, les CPA devraient toujours se poser les questions fondamentales suivantes : D'où viennent ces données? Comment sont-elles recueillies? Comment sont-elles exploitées? Quels sont les moyens de protection des renseignements personnels en place?

En plus d'encourager l'établissement de normes qui ciblent les partis pris touchant le monde des affaires, Brian et Laura Friedrich exhortent les gouvernements à en faire plus en adoptant des mesures législatives pour affronter l'accroissement de la mésinformation et de la désinformation provoqué par la technologie. Cela dit, la circonspection est de mise. Dans le climat de méfiance actuel, la population pourrait avoir l'impression, comme durant la pandémie, que les gouvernements cherchent à influencer les citoyens à des fins méprisables ou politiques (même si les actions sont menées au nom de la sécurité publique).

Jeffrey Dvorkin estime lui aussi que les gouvernements devraient intervenir, mais il craint que la réglementation de l'information sur Internet les



entraîne sur un terrain glissant, celui d'une atteinte antidémocratique à la liberté d'expression. « Ce sera très difficile pour eux de faire passer leurs plans pour des processus de surveillance anodins. »

Encadrer Internet

L'autre problème est strictement logistique : les gouvernements et réseaux sociaux manquent d'effectifs pour surveiller efficacement Internet. D'où la nécessité d'élaborer des systèmes automatisés basés sur l'éthique et encadrés de manière transparente. « Les gouvernements exerceront probablement leur surveillance au moyen d'algorithmes dotés de mécanismes déclenchés par certains mots ou expressions », explique Jeffrey Dvorkin. Il cite des lois, en Europe et en Australie, qui prévoient le recours aux algorithmes à de telles fins. Ainsi, en 2018, la France a adopté une loi visant à combattre la désinformation durant les élections, et, cette année, l'Australie mettra en place de nouveaux pouvoirs réglementaires pour contrer les fausses nouvelles dans les médias sociaux. Jeffrey Dvorkin ajoute : « On finira probablement par imposer une surveillance technique semblable en Amérique du Nord. Avec son projet de loi C-11

(communément appelée la *Loi sur la diffusion continue en ligne*), le gouvernement canadien propose de réglementer les plateformes numériques, mais il reste encore du chemin à faire. »

Brian et Laura Friedrich suivent ces développements de près. Ils estiment toutefois que la responsabilité d'atténuer les partis pris, la désinformation et la désinformation est individuelle. « Les CPA doivent faire preuve de vigilance et d'esprit critique, et remonter si possible à la source, souligne Brian Friedrich. Avant d'utiliser et de diffuser de l'information, elles et ils doivent considérer d'autres points et remettre en question leurs propres croyances pour prendre les décisions les plus judicieuses. »

Laura Friedrich préconise aussi d'assouplir l'approche et de l'adapter davantage à l'évolution du monde des affaires, surtout dans des domaines cruciaux mais relativement nouveaux, comme la durabilité. « Au fil du temps, les CPA se sont positionnés comme des pros des solutions, mais face à la complexité actuelle, il faut bien reconnaître que nous n'avons pas toutes les réponses. L'heure est venue de nous présenter comme des professionnels dotés des compétences nécessaires pour dresser un plan d'action solide, fondé sur des informations rigoureuses et conçu pour aider le client à réussir malgré l'incertitude. » ♦

▲
Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, insiste sur l'urgence de « s'armer » contre la désinformation russe, lors d'un témoignage devant le Sénat américain, en 2018.

MFAcc

Master of Forensic Accounting

Vous songez à une
carrière en
juricomptabilité?



- Formation à distance
- Temps partiel . . .
- Cours hebdomadaires
(en anglais)
- Programme de deux ans

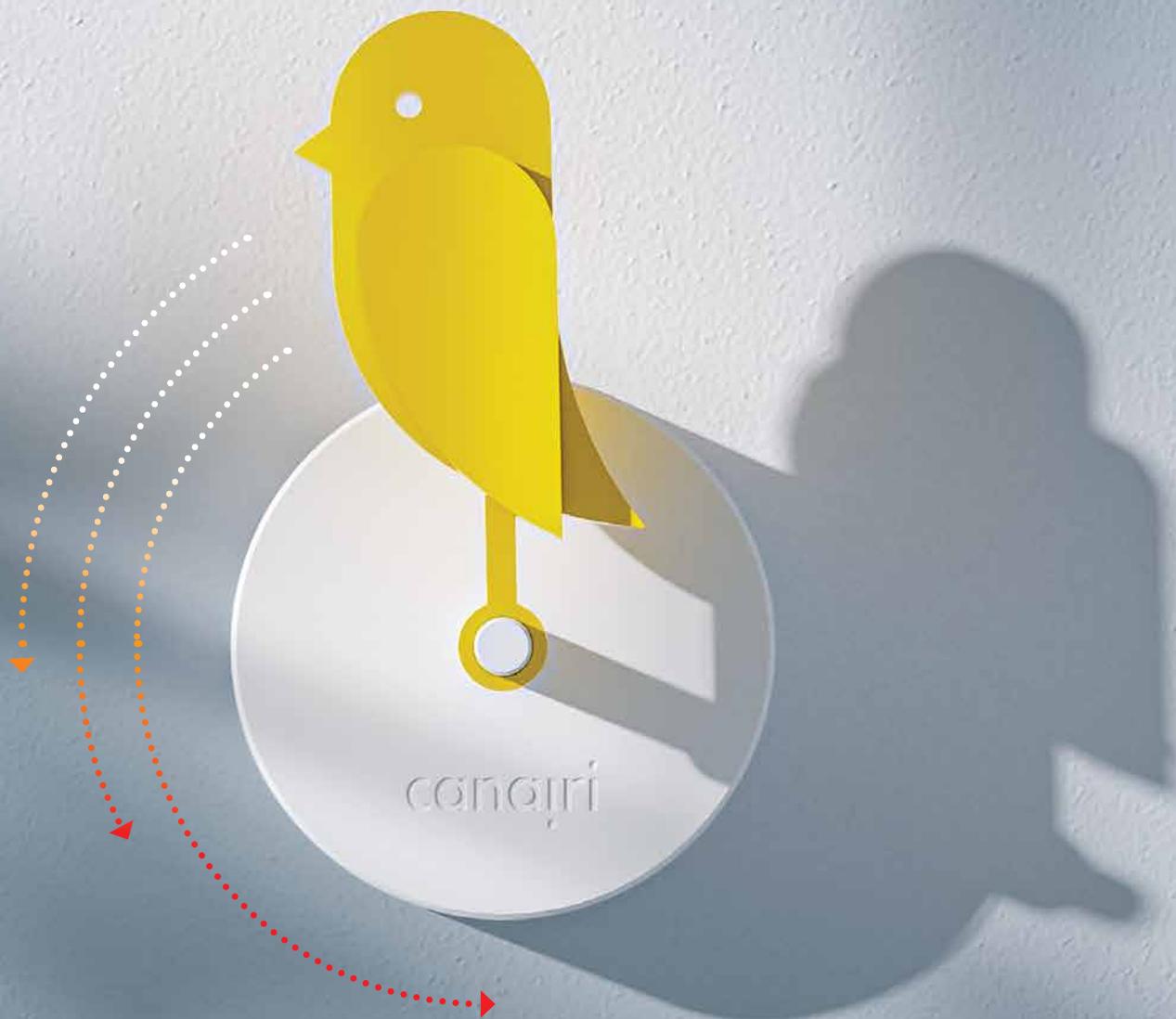
Pour en savoir plus
mfacc.utoronto.ca



Institute for Management & Innovation

UNIVERSITY OF TORONTO

MISSISSAUGA



TECHNOLOGIE

NOUVEL AIR

Un simple appareil en forme de canari qui mesure le taux de CO₂ pourrait-il être la solution tant attendue pour nous sensibiliser à la qualité de l'air?

PAR LIA GRAINGER

Deux jeunes universitaires danois qui s'apprêtaient à entrer dans le monde du travail. L'un, Kofoed Sørensen, fort en chiffres, terminait des études en gestion, tandis que l'autre, Høite Augustenborg, hypercréatif, se voyait déjà dans une agence de publicité. Les deux amis d'enfance étaient sûrs de tenir l'invention du siècle, un appareil d'une grande simplicité, en forme de canari, qui donne

l'alerte dès que le taux de dioxyde de carbone dans l'air intérieur dépasse la limite recommandée.

Høite Augustenborg s'est inspiré des enseignements de son père, qui avait toujours insisté sur la nécessité d'aérer la maison et d'ouvrir les fenêtres même par -20 °C le matin à Copenhague. Sage habitude, aujourd'hui validée par les chercheurs qui voient dans les taux élevés de CO₂ à l'intérieur un enjeu de



Les créateurs de Canairi ont quitté leur emploi pour se consacrer à leur projet.

santé majeur. Les causes sont multiples : appareils à combustible, dégazement du sol sous-jacent, respiration des occupants.

Imaginons un mignon canari sur son perchoir, posément dressé lorsque l'air intérieur est sain. Mais dès que le taux de CO₂ dépasse 1 000 parties par million (ppm), il s'affaisse, comme évanoui, jusqu'à ce que quelqu'un ouvre une fenêtre pour rétablir une bonne ventilation. Ni alerte téléphonique, ni voyant lumineux, ni son strident. Juste un petit oiseau jaune – le fameux canari dans la mine de charbon – qui reprendra sa position de guetteur une fois l'air assaini.

« Il a été conçu pour susciter une réaction émotive, et ça fonctionne », explique Høite Augustenborg.

Après avoir réalisé un prototype et dressé un plan d'affaires, le duo a déposé des demandes de subvention et de financement. En vain. « On reprochait à notre projet de ne pas être suffisamment novateur. Il faut savoir que les programmes nationaux de financement accordent la préséance aux produits techniques qui incorporent la biochimie, l'apprentissage machine et

l'intelligence artificielle, au détriment de la créativité et de l'originalité. »

Le Canairi est doté d'un capteur qui s'active lorsque la concentration de CO₂ dans l'air atteint 1 000 ppm. Sous brevet au Danemark, il tire son originalité du fait que ce capteur actionne un moteur qui fait bouger l'oiseau.

Les créateurs estiment que le simple fait de réussir à matérialiser des données techniques en un objet attrayant qui incite à réagir – ici, ouvrir une fenêtre – constitue une innovation en soi.

NI ALERTE, NI VOYANT LUMINEUX, NI SON STRIDENT. JUSTE UN PETIT OISEAU JAUNE DONNANT ENVIE DE LE CHOYER.

Ils ont pris deux mois de congé sans rémunération pour se consacrer à leur projet. En investissant 2 500 \$ en publicité sur les réseaux sociaux, ils ont recueilli les courriels de quelque 4 000 personnes intéressées à acquérir pour la maison le ludique objet techno, moyennant un rabais introductif. Ils ont ensuite planifié une campagne de financement sur Kickstarter.

Le 4 avril 2022, ils quittent leur boulot. Le 5, ils lancent la campagne. Objectif : 10 000 \$ CA. Stupéfaction et émoi : à la fin de la journée, la souscription atteint 50 000 \$! L'affaire fait du bruit dans les médias danois et étrangers, si bien qu'à l'issue de la campagne d'un mois, la cagnotte totalise 600 000 \$. Avec les États-Unis comme principal client, le carnet de commandes atteint aujourd'hui 4 000 canaris. Joyeuse couvée!

« J'aime bien que l'on concrétise l'invisible », commente Melanie Langille, spécialiste de l'environnement et présidente et chef de la direction de l'Association pulmonaire du Nouveau-Brunswick. Elle ajoute toutefois que le Canairi ne saurait à lui seul assurer la qualité de l'air. Il faut aussi compter sur d'autres procédés capables de détecter les composés organiques volatils, ou COV, ces particules qui se retrouvent dans une panoplie de biens de consommation comme les parfums et les produits d'entretien. Présents dans l'air intérieur et extérieur, les COV comportent un risque pour la santé. « Si intéressante qu'elle soit, cette invention ne couvre pas l'ensemble du spectre. »

Canairi figure probablement parmi les jeunes pousses qui ont pris leur envol grâce à la pandémie. On ne compte plus les campagnes de sensibilisation qui ont montré l'importance de la ventilation. C'est ce souci « qui frise l'obsession sociale », plaisante Høite Augustenborg, que cherche à calmer le petit volatile jaune.

L'entreprise s'est associée à un fabricant chinois qui produira l'appareil à partir de plastique recyclé. Elle s'est adjoint un directeur de production en vue d'entamer la livraison dès l'automne 2022.

Et si les investisseurs commencent à flairer la bonne affaire, les inventeurs, prudents, attendent une proposition aussi sympa que leur bel oiseau. ♦

Deux idées de conseils stratégiques pour alléger le fardeau fiscal

iA Groupe financier, Solutions d'assurance et d'épargne collectives

iA Groupe financier a vu de nombreuses modifications d'ordre fiscal concernant les fiducies familiales, le fractionnement du revenu, le revenu passif et l'achat d'actions. La tâche des organisations se complique, pour elles qui souhaitent alléger les impôts exigibles, transférer l'avoir aux propriétaires en atténuant les incidences fiscales et fidéliser les ressources clés – un défi de taille, par les temps qui courent.

Ainsi, les propriétaires d'entreprise, les spécialistes et les cadres cherchent de nouvelles options fiscalement avantageuses pour croître leur patrimoine.

Pleins feux sur deux solutions approuvées par l'ARC

Deux solutions indépendantes ou complémentaires, le régime de retraite individuel (RRI) et la convention de retraite (CR), peuvent s'avérer utiles.

Maintien d'un taux d'imposition moins élevés

La plupart des RRI et des CR ouvrent droit à la déduction des cotisations pour services courants. S'y ajoute la

déduction des cotisations pour services passés, qui peut être substantielle : les déduire en totalité peut ramener le taux d'imposition à celui qui s'applique aux petites entreprises.

Bonification de la rente (provisionnement à l'échéance)

À la retraite, des compléments déductibles d'impôt peuvent être versés pour majorer la rente afin d'optimiser les décaissements. Cette démarche peut aussi apporter des atouts en cas de vente de l'entreprise.

Mise à profit du régime volontaire d'épargne-retraite

Le régime volontaire d'épargne-retraite prend la forme d'un compte annexe où sont détenus des actifs susceptibles d'être transférés, ce qui vient offrir d'autres avantages. Les frais de gestion sont facturables et déductibles d'impôt pour l'entreprise, et les actifs, considérés comme indépendants du RRI aux fins du provisionnement, restent à la disposition de la clientèle.

Voici une comparaison des principales caractéristiques du REER, du RRI et de la CR. À vous de juger.

CARACTÉRISTIQUES	Régime enregistré d'épargne-retraite (REER)	Régime de retraite individuel (RRI)	Convention de retraite (CR)
Déduction fiscale de la cotisation de l'employeur	• Oui; considérée comme un revenu	• Oui; calculs actuariels requis	• Oui; calculs actuariels recommandés
Plafond de cotisation	• 18 % du revenu inscrit sur le T4 (plafond annuel établi par l'ARC)	• En fonction de l'âge et du revenu inscrit sur le T4 • Maximum plus élevé que dans le cas du REER	• En fonction du revenu inscrit sur le T4 • Maximum plus élevé que dans le cas du REER
Mise à l'abri de l'impôt des actifs	• Oui; imposition différée	• Oui, tant que les fonds restent dans le régime; imposition différée	• Oui, tant que les fonds restent dans le régime; imposition différée • 50 % des cotisations sont retenues par l'ARC dans un compte en fidéicommis, sous forme de fonds non investis et remboursables
Services passés	• Non si les cotisations au REER ont été maximisées depuis 1991	• Oui pour les années de service depuis 1991	• Oui, si les sommes sont jugées raisonnables; prévoir de verser à votre PDG de 50 ans une rente de 50 % de ses revenus à 60 ans est raisonnable
Choix de revenu de retraite	• La rente peut être servie avant l'âge de 71 ans	Rente servie à partir de 55 ans et avant 71 ans	• Aucune restriction
Autres avantages	• Simplicité de l'administration	• Souplesse des cotisations, selon la province • Transfert intergénérationnel d'actifs avec report d'impôt • Financement des insuffisances • Protection accrue contre les créanciers	• Souplesse des cotisations et des retraits • Possibilités d'acquisition et taux d'imposition parfois plus avantageux, selon le lieu où sont déclarés les revenus • Transfert intergénérationnel d'actifs avec report d'impôt • Protection accrue contre les créanciers

BONNES FEUILLES

CULTURE D'ENTREPRISE

Huit personnalités difficiles au bureau, et diverses façons de calmer le jeu. **BRIAN BETHUNE**

Qui sera surpris d'apprendre que l'un des plus populaires sous-forums de Reddit – *Am I the Asshole?* – est né d'une querelle de bureau sur le réglage de la climatisation? Certainement pas Amy Gallo, collaboratrice à la rédaction du *Harvard Business Review*. Dans *Getting Along: How to Work With Anyone (Even Difficult People)*, l'autrice raconte quantité d'histoires d'horreur, dont celle d'une patronne qui envoie 50 courriels avant les heures de bureau et téléphone à 21 h 15 pour savoir pourquoi elle n'a pas reçu de réponse à *chacun* de ses messages. Le tableau statistique qui s'ensuit est déprimant.

En effet, les relations interpersonnelles constituent la principale source de tension au travail : 94 % des personnes interrogées pour une étude déclarent avoir côtoyé une ou un collègue toxique au cours des cinq dernières années. Selon une autre étude, un individu sur trois avait quitté son travail pour cette raison.

Les dégâts ne se limitent pas à la carrière. Dans l'étude la plus saisissante citée par l'autrice, des équipes de recherche ont effectué des incisions sur les bras de 42 conjoints mariés. Résultat : ceux qui vivent des relations acrimonieuses mettent deux fois plus de temps à guérir. Autrement dit, un environnement toxique au quotidien représente une menace sérieuse pour la santé physique et mentale.

Certes, les mauvaises expériences sont familières. Toutefois, le mélange nuancé de conseils pratiques, de confessions et d'évaluations réalistes de l'autrice est frappant. Pour celles et ceux qui pencheraient pour le coup de poing – métaphorique ou littéral – sur le nez du bourreau, la situation peut s'avérer exaspérante. Amy Gallo constate que cette solution revient



souvent lorsqu'elle demande aux gens de résoudre leurs problèmes d'une façon satisfaisante sur le plan émotionnel. Elle n'admet pas (tout à fait) ressentir cet élan, même si elle avoue avoir déjà eu tout un arsenal de réactions : piques passives-agressives, sourires hypocrites tout en pensant « je te déteste, j'aimerais que tu démissionnes ». Rien ne garantit non plus que l'empathie recommandée par l'autrice – tenter de comprendre les antécédents du collègue difficile – fonctionnera vraiment. Pourquoi? Notamment parce qu'au bureau, la culture stratégique récompense souvent les comportements toxiques.

L'autrice vise l'amélioration et non la perfection, et divise ainsi les fautifs en huit archétypes. Elle dissèque ensuite les pratiques exemplaires glanées au fil de l'expérience, ainsi que dans des études en neurosciences et en psychologie ou dans des entretiens avec des spécialistes. Sa liste : les patrons peu sûrs d'eux, les pessimistes, les victimes, les passifs-agressifs,

selon certaines sources, favorise l'autonomie et atténue le sentiment d'infériorité.

Amy Gallo décortique les archétypes, présente une marche à suivre pour chacun d'eux et répète son credo : *ils* ne sont pas complètement mauvais, et *vous* n'êtes pas un saint. Il y a toujours plusieurs points de vue; certains nous échappent. Cet argument apparaît surtout dans la section consacrée aux collègues partiaux, que le personnel soit une cible directe ou un témoin mal à l'aise. Le monde professionnel évolue. Si le télétravail, imposé par le confinement des dernières années, atténue certains aspects des milieux toxiques – les victimes ne croisent plus leurs bourreaux tous les jours –, il en aggrave d'autres. Ainsi, garder un œil sur les communications parallèles du calculateur avec ses patrons et ses collègues devient impossible. Ce n'est pas un hasard si le sous-forum de Reddit évoqué plus haut comptait 1,7 million d'utilisateurs au début de la pandémie et en compte aujourd'hui le double.

LES RELATIONS INTERPERSONNELLES CONSTITUENT LA PRINCIPALE SOURCE DE TENSION AU TRAVAIL.

les je-sais-tout, les bourreaux, les collègues partiaux et les calculateurs.

Les patrons peu sûrs d'eux, enclins à la microgestion et au dénigrement des subordonnés, ont parfois des supérieurs ayant le même penchant. Il faut les tenir constamment informés et se cantonner au « nous » inclusif. Une approche miraculeuse pour tous les archétypes, cela dit : plutôt qu'une menace, on verra en vous un allié.

Les éternels pessimistes qui sapent l'enthousiasme de l'équipe et freinent l'innovation peuvent avoir un vécu qui mérite d'être entendu. Cette écoute pourrait tempérer les propos alarmistes. Peut-être les victimes qui accusent sans cesse les autres ont-elles été ostracisées : sexisme, racisme, homophobie, capacitisme? Observez de près la dynamique des réunions auxquelles ces personnes participent. Encouragez-les à aider autrui – ce qui,

La tendance à l'inclusivité des entreprises constitue le changement le plus notable. C'est dans sa section sur les collègues partiaux que l'autrice redouble de prudence. Elle reconnaît ses fautes et ses privilèges, et distille ses conseils avec circonspection. Les personnes visées doivent peser tous les effets possibles avant d'agir, mais les témoins des préjugés en action n'ont pas le choix : ils doivent dénoncer haut et fort sur-le-champ, sinon les avantages de la diversité resteront lettre morte, et le lieu de travail ne sera guère accueillant.

Si rien de tout cela ne parvient à réduire votre niveau de stress, vous aurez au moins essayé, avec l'absolution d'Amy Gallo. *Getting Along*, manuel résolument pratique, se termine par un chapitre sur le bon moment et la bonne façon d'aller chercher du travail ailleurs. ♦

DES ÉCONOMIES SIGNÉES CPA CANADA



Nous voilà dans une nouvelle réalité, tant pour ce qui est de la vie quotidienne et du travail qu'en ce qui concerne l'économie. Pour vous aider, CPA Canada vous fait profiter d'aubaines qui tombent à point : traitement des paiements, bilan de santé, matériel informatique, logiciel financier, forfaits de téléphonie mobile, financement de voitures et plus encore.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 30 %!

Bell

Bénéficiez d'offres et de rabais exclusifs que propose Bell à ses partenaires : économisez jusqu'à 30 % sur d'excellents forfaits de téléphonie mobile avec des données illimitées à partager.

ÉCONOMISEZ 75 %!

qb intuit
quickbooks.

Gardez la maîtrise des finances de votre entreprise avec QuickBooks en ligne. Obtenez un rabais de 75 % pendant trois mois.

JUSQU'À 1 755 \$ DE RABAIS!

HYUNDAI

Les membres de CPA Canada bénéficient de prix exclusifs sur les véhicules neufs de Hyundai : jusqu'à 1 755 \$ de rabais, plus nos offres promotionnelles exceptionnelles.

RABAIS SPÉCIAUX!

ADP
Avec le développement
sur les personnes*

ADP Canada offre aux membres de CPA Canada trois mois de traitement de la paie gratuits pour ses solutions de paie et de ressources humaines.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 30 %!

AVIS

Économisez jusqu'à 30 % sur le tarif de location de base (paiement immédiat) ou jusqu'à 25 % (paiement par la suite)*.

ÉCONOMISEZ 20 %!

Payworks

En plus de bénéficier des services d'un représentant dévoué, obtenez un rabais de 20 % sur certaines solutions de gestion du personnel de Payworks.

NOUVELLE OFFRE!

VISIBLE
COMMERCE CONNECTION

Économisez sur le traitement des paiements ou recevez une carte-cadeau Mastercard^{MD} de 1 000 \$ grâce à Visible Commerce Connection.

OFFRE EXCLUSIVE!

TELUS Santé

Surveillez de près votre santé en profitant de rabais exclusifs sur les services de bilan de santé préventif et de soins de santé à l'année.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50 %!

Lenovo

Profitez d'économies pouvant aller jusqu'à 50 % sur des articles primés : ThinkPad, convertibles Yoga, ordinateurs portables de jeux (Legion), ordinateurs de bureau, tablettes, accessoires et plus encore.



SANTÉ

MATIÈRE GRISE

Anxiété, brouillard cérébral, troubles du sommeil : les maux aggravés par la pandémie stimulent l'innovation. **VANESSA MILNE**

Votre mémoire vous joue des tours? Bienvenue au club! Comme certains scientifiques, dont Karl Szpunar, directeur général du Memory Lab de l'Université métropolitaine de Toronto (ancienne Université Ryerson), l'ont constaté, la pandémie a entraîné une multiplication des cas de « syndrome du cerveau embrumé ». Le surcroît de stress et les troubles du sommeil attribuables à la vie au temps de la COVID-19 seraient en cause, pense ce

spécialiste de la mémoire. La prévalence de problèmes plus graves (épouïsment professionnel, anxiété, dépression) est aussi en hausse. Selon un sondage Angus Reid, 54 % des Canadiens ont observé une détérioration de leur santé mentale depuis le début de la pandémie.

Mais à l'issue de cette période difficile à tous les égards pour la santé mentale, une vague de jeunes entreprises axées sur la stimulation du cerveau voient le jour, et offrent

diverses formes de soulagement. Leur croissance en nombre et en variété ces 10 dernières années s'est accélérée pendant la pandémie.

Par exemple, la stimulation magnétique transcrânienne (SMT), une nouvelle technologie médicale, consiste à placer une bobine à proximité du cuir chevelu pour créer un champ magnétique à travers le crâne et stimuler les neurones sous-jacents. Selon Lisa Murray, ergothérapeute et copropriétaire de la clinique NeuroMed, à Edmonton, la SMT favorise la création de nouvelles connexions cérébrales et en élimine d'anciennes, devenues inutiles, induisant ainsi une plasticité du cerveau.

NeuroMed s'en sert surtout pour aider une clientèle qui souffre de

dépression clinique – application étayée par le plus de données probantes. Les adeptes de la SMT soutiennent qu'elle pourrait soulager plus de la moitié des personnes chez qui les antidépresseurs sont inefficaces, avec rémission complète pour le tiers d'entre elles. (Le soulagement reste cependant temporaire; le traitement peut devoir être répété.) La clinique soigne aussi l'anxiété et offre la SMT à quiconque juge qu'elle pourrait lui être utile, notamment pour combattre les troubles mnésiques généraux.

APPROUVÉE PAR SANTÉ CANADA, LA SMT SERT À TRAITER LA DÉPRESSION ET L'ANXIÉTÉ.

Futuriste, la bobine de la SMT? En fait, la technologie est approuvée par Santé Canada depuis une dizaine d'années pour le traitement des troubles dépressifs majeurs. Outre la dépression et l'anxiété, on l'utilise pour soigner la douleur chronique et l'épuisement professionnel (défini par certains chercheurs comme une forme de dépression qui entrave la mémoire de travail, l'aptitude à faire des liens et la vivacité d'esprit), et même pour induire un possible avantage cognitif chez les sportifs de haut niveau.

Son usage gagne en popularité. La première clinique du genre à Edmonton, ouverte en 2017 par Lisa Murray et son mari, a rapidement fait des émules, dont des établissements publics comme l'Alberta Hospital Edmonton et les cliniques de santé mentale des Services de santé Alberta.

Pour le cabinet SharpBrains, spécialisé dans la recherche sur les applications de santé et de performance en neurosciences, la SMT s'inscrit dans le marché florissant des technologies de santé neurologique, avec la neurosurveillance (combinant surveillance cardiaque et stimulation cérébrale), les applications d'entraînement cérébral

(comme Luminosity, qui stimule les fonctions cognitives par le jeu) et l'électroencéphalographie ou EEG (au moyen d'électrodes mesurant l'activité cérébrale). Dans ce sous-secteur du vaste marché de la « santé cérébrale » se côtoient une multitude de produits : méditation avec biofeedback, entraînement cognitif grand public, applications de sommeil éprouvées, suppléments pour la santé du cerveau, etc. (Pour un ordre de grandeur, d'après Grand View Research, le segment des suppléments pour le cerveau se chiffrait à 7,68 G\$ US en 2021.)

La COVID-19 a perturbé le sommeil et l'humeur des gens, mais elle leur a aussi donné plus de temps libre pour essayer ces produits, ce qui a contribué à accélérer la croissance globale de longue date de ce marché, analyse Alvaro Fernandez, chef de la direction de SharpBrains.

La courbe de croissance semble toutefois s'aplatir. En cette troisième année de pandémie, et sous le spectre d'une récession, les nouvelles entreprises peinent à trouver du financement. « Un ralentissement s'annonce, cette année et l'an prochain », dit-il.

Les technologies souples prospéreront, prévoit-il. Des applications telles Breathe2Relax et HRV4Training, qui utilisent le biofeedback fourni par des capteurs intégrés aux téléphones intelligents, sont pensées d'emblée pour le grand public et sont plus évolutives que les technologies comme la SMT. Bien que prometteuses, cette dernière et ses semblables, dont la stimulation transcrânienne à courant direct (qui stimule le cerveau à l'aide d'un champ électrique plutôt que magnétique), « nécessitent une surveillance clinique pour assurer un ciblage adéquat ainsi qu'un suivi d'éventuels effets secondaires », poursuit-il.

Tout cela a un coût. Une séance de SMT se détaille habituellement dans les 300 \$, et le traitement complet, dans les 6 000 \$, au bas mot. Pour une dépression réfractaire aux antidépresseurs, le jeu peut en valoir la chandelle. Pour de vagues inquiétudes épisodiques, pas vraiment. ♦

LES CHOIX DE PIVOT

Temps libres

PAR CHRIS POWELL

À REGARDER

Fort attendue, la série *House of the Dragon* débute trois siècles avant la saga à succès *Le Trône de fer*. La nouvelle épopée suit la dynastie Targaryen, ancêtres de Daenerys, « la mère des dragons ». À noter, une distribution comprenant moult visages familiers, dont Matt Smith, Olivia Cooke et Paddy Considine (*Dr. Who*, *Ready Player One*, *The Outsider* et *Peaky Blinders*). Au moins un des protagonistes (voire tous?) connaîtra une mort horrible et inattendue. On s'en étonne?

À LIRE

Dans la presse ou sur le Web, il est souvent question du métavers, vanté comme « le prochain Internet ». Mais de quoi s'agit-il au juste? Dans *The Metaverse: And How it Will Revolutionize Everything*, le théoricien et capital-risqueur Matthew Ball décrit un réseau interconnecté de mondes virtuels en 3D, point d'accès à la plupart des expériences en ligne. Le métavers va révolutionner tous les secteurs, proclame-t-il : finance, santé, éducation, consommation, urbanisme, sites de rencontres, tout y passera.

À ÉCOUTER

*Tiffany Dover is Dead** porte un regard réaliste sur l'omniprésence de la désinformation à l'ère d'Internet. En 2020, peu après sa première injection d'un vaccin contre la COVID-19, Tiffany Dover, infirmière du Tennessee, s'est évanouie en pleine entrevue télévisée, en direct. Des conspirationnistes se sont empressés de prétendre qu'elle était morte et que le vaccin était en cause. Tiffany Dover a eu beau donner une autre entrevue, certains complotistes ont avancé qu'elle avait été remplacée par une doublure. Dans ce balado, Brandy Zadrozny, journaliste à la NBC qui s'intéresse à la désinformation, explique comment les chantres des mouvements antivaccins sèment la désinformation depuis des années et s'emploie à prouver que Tiffany Dover est bel et bien vivante.

Acquisition **Expansion** **Cession**

De la première écriture à l'arrêt des comptes...
Vous pouvez compter sur Poe Group Advisors.

**Avancez vers l'avenir,
une étape à la fois.**

POE GROUP
ADVISORS

Que vous souhaitiez acquérir un cabinet, le faire croître ou passer le flambeau, Poe Group Advisors saura vous épauler et vous aider à considérer divers points, étape par étape.

Consultez nos fiches de cabinets à vendre et notre bibliothèque de ressources au PoeGroupAdvisors.com.

PoeGroupAdvisors.com | Au Québec: 1-833-984-9222 (sans frais)

Avis sur les publicités et petites annonces
Des publicités et petites annonces paraissent dans le magazine *Pivot*, en format papier et numérique. CPA Canada dégage toute responsabilité à l'égard des produits, des services, des organisations et des déclarations présentés dans ces publicités et annonces, qu'elle n'a ni évalués ni approuvés.

NOUS AVONS LES ACHETEURS

N° 1 en fusions et acquisitions

Scannez ici

**OBTENEZ DES RÉSULTATS
UNE PRATIQUE À LA FOIS**

Sonia Albert
sonia@aps.net
877.606.8622

Alan M. Liverman C.A.
(1973-1998)
alan@aps.net
514.819.8088

**ACCOUNTING
PRACTICE SALES**
LEADER MONDIAL DE LA VENTE DE CABINETS
www.APS.net

ENCORE PLUS D'ACTUALITÉS EN LIGNE!

Allez à cpacanada.ca/actualites pour suivre l'actualité,
lire des exclusivités Web, et plus encore.



Abonnez-vous ET ÉCONOMISEZ 52 % !



**ABONNEZ-VOUS
MAINTENANT !**

Dans chaque numéro, des reportages fouillés, des tendances mode et beauté, des portraits de personnalités qu'on aime, des astuces pour se faciliter la vie, des rencontres inspirantes qui suscitent la réflexion, et tellement plus !

**RECEVEZ CHATELAINE PENDANT UN AN
(6 MAGNIFIQUES NUMÉROS) POUR 19,99 \$!**



CHATELAINE.COM/ABONNEMENT

LES CHIFFRES ET L'ART

Peintre et professeure d'art, Amanda Keay, de Calgary, a su intégrer un côté rationnel à son parcours artistique. Ses collègues artistes s'en étonnent, mais elle est CPA. **PAR ROB CSERNYIK**

Quand je travaillais à temps plein à San Francisco, je m'adonnais à l'art dans mes moments de loisir.

Je peignais dans ma chambre avant d'aller au bureau, le matin, et toute la journée le week-end. Les soirs de semaine, je tissais des liens avec les autres, je réseautais. Parfois, je peignais tard en soirée, quand j'étais bien inspirée.

Les gens s'en étonnent toujours, mais il faut du temps pour réaliser une peinture. **Une toile de 16 pouces sur 20 peut prendre 20 ou 30 heures**, mais réparties sur plusieurs semaines. Il faut toujours porter un regard neuf sur un tableau avant de le retravailler.

Savoir communiquer des informations complexes, les rendre accessibles, voilà une compétence qui m'a été utile en tant que professeure d'art. **Comme CPA qui côtoyait des ingénieurs et des cadres supérieurs, j'ai souvent dû résumer de l'information compliquée.** Cet esprit de synthèse me sert à réduire à l'essentiel des concepts artistiques ou à résumer la démarche qu'implique une commande aux clients qui veulent un portrait.

Tout artiste ressent un jour le syndrome de l'imposteur. On passe un temps fou tout seul, à peindre, à créer, alors on peut finir par être déconnecté du monde réel.

Pour moi, chaque jalon franchi, de la première commande à la première exposition, m'a aidée à gagner confiance, à me voir comme une véritable artiste.

Tout s'est confirmé quand j'ai commencé à enseigner l'art. **Je pouvais communiquer aux participants mon savoir-faire et nouer des relations de confiance avec eux. Que de belles récompenses! C'est là que le déclic s'est produit.**

J'aime relever le défi du portrait. On voit tout de suite si c'est réussi ou pas en regardant le visage du sujet. Le visage, ça ne pardonne pas. **Mais quelle fierté de parvenir à saisir l'expression! La toile prend vie.**

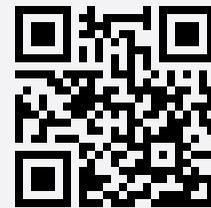
En comptabilité comme en peinture, on apprend le métier par étapes, et on répète plusieurs fois les mêmes gestes pour les maîtriser. **Dans les deux sphères, il faut de la pratique et du cran pour réussir.**

nexam^{MC}

Adoptez Nexam^{MC} pour la préparation de vos stagiaires !

Conçu par des comptables professionnels agréés, Nexam a été créé pour simplifier la préparation des futurs CPA. Que vous soyez enseignant, accompagnateur ou maître de stage, Nexam offre un module adapté à la préparation des évaluations d'admission.

Consacrez maintenant votre temps à enseigner et à former les professionnels de demain.



DÉCOUVREZ NOTRE PLATEFORME BILINGUE :

NEXAM.IO/FUTURSCPA

INFO@NEXAM.IO

877 793-0197



TaxCycle coche TOUTES les cases

- ✓ Le logiciel d'impôt qu'il vous faut
- ✓ Les fonctionnalités souhaitées
- ✓ Une équipe à l'écoute de vos idées

Téléchargez votre version d'essai gratuite
de taxcycle.com/fr-ca/cpa

Appelez-nous au [1-833-277-4055](tel:1-833-277-4055)



Simplifier votre saison des impôts



TaxCycle
DE XERO